

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA VÉRITÉ

ORGANE DU GROUPE BOLCHEVIK-LÉNINISTE de la S.F.I.O. (Anc. Ligue Communiste)

Les organisations ouvrières vont-elles livrer les travailleurs étrangers à la meute capitaliste ?

Pour faire connaître à Flandin le sort de Doumergue

Il faut traduire dans l'action le vote de la Fédération de la Seine !

Depuis la chute de Doumergue et l'installation du gouvernement Flandin, toute une série d'événements économiques et politiques se sont produits :

le chômage continue de s'étendre avec rapidité ;

la bourse a connu des soubresauts ; elle est actuellement en hausse et il est question d'une certaine reprise économique ;

on constate une recrudescence faible mais nette du mouvement gréviste ;

la C.G.T. a repris campagne pour son plan ;

en politique extérieure, la fleur de la réaction se fait l'agent d'Hitler contre la politique officielle franco-soviétique ;

le gouvernement Flandin reprend les mesures de Doumergue ;

vis-à-vis du gouvernement Flandin, pendant que Frossard lui adresse des encouragements et se félicite du vote collaborationniste de la C.A.P. lors de la crise ministérielle le P. C. se lance résolument, au nom du front populaire, dans une politique d'un opportunisme qui fait frémir même certains droitières du parti socialiste ; celui-ci à son dernier conseil national a montré son impuissance à prendre position nette dans une voie quelconque.

Comment s'orienter dans tout cet ensemble de faits schématiquement cités ? Par où faut-il faire passer la politique prolétarienne ? C'est dans le cadre tracé dans « Ou va la France ? » qu'il faut insérer tous les faits du moment. De Doumergue à Flandin, aucun changement dans la nature bonapartiste du gouvernement : les décrets-lois subsistent ; interdiction des manifestations, menace de statut pour les fonctionnaires. La différence dans le domaine de la politique générale réside dans le rythme avec lequel se poursuivra la bonapartisation du régime.

Le rythme dépend aussi du développement économique de la situation. Y a-t-il ou non reprise partielle, comme l'affirment nombre de journaux bourgeois ? Cela est bien douteux. Notons que, dans l'affirmative, ce ne serait pas en contradiction avec une extension du chômage, la bourgeoisie peut accroître la production tout en diminuant la main-d'œuvre employée. Malgré les phrases ronflantes de Flandin sur le libéralisme en économie, le nouveau gouvernement n'a pas plus de succès économique que le précédent. Inflation ou déflation, il ne résoud pas la question telle que les capitalistes se la posent.

A l'anarchie bourgeoise, les organisations prolétariennes n'opposent pour l'instant rien de consistant.

La C.G.T., dirigée par de fins politiciens, a le mieux compris ce qu'attendaient les masses : une perspective. Et c'est pourquoi elle a repris campagne pour son « plan ». En bons serviteurs du capitalisme, Jouhaux et ses lieutenants présentent leur plan de telle sorte que la volonté de combat des masses soit dissipée dans un effort de pression sur les pouvoirs publics.

Le P.C. sombre dans l'économisme le plus plat, il se situe à l'extrême gauche, républicain et oblige le P.S. à avaler dans le « front populaire » la Fédération de la Seine du Parti radical : les intérêts de la bureaucratie soviétique le commandent ; les intérêts de la révolution prolétarienne sont bien loin.

Dans le P.S., une différenciation rapide est en voie de s'opérer. La droite, enhardie par la résolution de la C.A.P. et par l'opportunisme des staliniens, a relevé la tête au Conseil national ; tout en voulant la collaboration avec les partis de la bourgeoisie, elle peut même se donner les gants d'avoir un programme de propagande, plus révolutionnaire que les communistes. Par contre, dans la Fédération de la Seine, une poussée à gauche s'est manifestée contre laquelle rien ne s'est sérieusement opposé de face au der-

nier conseil fédéral. La motion adoptée que nous publions dans ce numéro contient l'essentiel des mots d'ordre que nous préconisons depuis plusieurs mois. Nous n'avons pas la prétention d'en attribuer le mérite à notre action au cours des deux mois de notre entrée dans le P.S. ; ce vote témoigne surtout que ces mots d'ordre sont « dans l'air », qu'ils correspondent à la volonté des masses. Et par conséquent, si la Fédération de la Seine, ses jeunes et adultes, se mettent à l'œuvre pour les réaliser, le succès sera assuré : le potentiel révolutionnaire accumulé dans les masses sera libéré, la classe se sentant orientée se mettra en mouvement.

Maintenant la Fédération de la Seine doit passer à une étape nouvelle : chaque point de l'orientation votée doit être assimilé en examinant son application concrète par section, par groupe. Chaque pas courageux dans cette voie associera des couches nouvelles de travailleurs ; balayera l'opportunisme stalinien ; chaque hésitation éparillera des dissociations accentuées parmi les militants socialistes, un gangrenage mortel de la part des staliniens. Il faut se hâter de choisir. Les heures viendront où les camps antagonistes s'affronteront directement dans la rue ; mais le résultat sera en grande partie préparé par la politique suivie dans la période qui précède le choc, c'est-à-dire par la politique suivie aujourd'hui.

Face au désarroi général, une motion a été votée qui trace une sérieuse voie de combat ; c'est quelque chose. Mais c'est loin d'être suffisant : il faut la faire connaître de chaque membre, il faut populariser par ses mots d'ordre parmi les travailleurs, il faut passer à la réalisation. Alors le gouvernement Flandin connaîtra vite le sort de Doumergue, et d'autres perspectives seront ouvertes aux masses par leur propre action.

Vie du Parti

A notre lettre ouverte, proposant l'action concertée, "la Bataille" répond, Just n'a formulé pour le C.A.S.R. aucune réponse directe

Le camarade Marceau Pivert a répondu pour la « Bataille Socialiste », à notre lettre ouverte aux tendances de gauche.

Sa réponse peut se résumer ainsi : dans l'ensemble d'accord en principe. Mais en fait nous ne pouvons pour l'instant passer à la réalisation.

Rappelons, si cela est utile, que nous n'avons pas voulu précisément poser de questions de principe. Nous sommes étonnés qu'on nous réponde, d'accord en principe, alors que nous avions choisi des points précis de rencontre pratiques, immédiats, que les camarades du rang qui se réclament de la Bataille Socialiste se déclarent dans les sections disposés à faire passer dans l'action du parti, sans qu'il en coûte une virgule aux statuts.

Voyons la réponse de Pivert successivement sur chacun de ces points.

En ce qui concerne la Milice du Peuple, Pivert nous dit que « si nécessaire soit-elle » sa création est « subordonnée à l'organisation méthodique et à l'instruction des militants éprouvés et sélectionnés chargés de les encadrer ». Quest-ce que cela signifie ?

En clair, cela veut dire si l'on comprend bien que la politique doit être subordonnée à la technique. Nous constatons la nécessité supérieure d'une campagne politique pour organiser d'une façon appropriée la volonté de combat des masses, qui est incontestable, et ceci sous risque d'enregistrer des explosions spontanées, d'une part, et de

Nous publions ci-dessous la résolution présentée par la 19^e section au Conseil fédéral de la Seine, et qui a été adoptée à l'unanimité, compte tenu toutefois d'un assez grand nombre d'abstentions.

Il ne s'agit pas d'une résolution de principes, mais d'action pratique immédiate, qui ne vaut que dans la mesure où elle sera réalisée dans les jours qui viennent. Or les dirigeants de la gauche de la Seine, semblent être effrayés par la grandeur des tâches que le tournant stalinien a laissé pour compte aux révolutionnaires du parti. Cette motion n'a même pas été reprise et développée au Conseil national. Les militants ne sauraient se contenter d'une acceptation de pure forme. Nous exigeons une réalisation hardie et prompt de décisions prises en commun.

LA CRISE

La crise que traverse le capitalisme, crise à laquelle celui-ci ne peut faire face qu'en réduisant sa capacité de production pour l'adapter à une capacité de consommation de plus en plus réduite, a épuisé son potentiel de réformes. L'OFFENSIVE REACTIONNAIRE ET L'UTILISATION DU FASCISME NE SONT PAS LE CONTREPOIDS D'UNE OFFENSIVE RÉVOLUTIONNAIRE, ELLES SONT EN FRANCE UNE RÉPONSE AU RÉFORMISME SOCIALISTE incompatible avec l'existence même du capitalisme s'il veut être un « réformisme » sérieux et conséquent : c'est parce qu'il est entré dans un stade de régression et de décadence que le capitalisme nous oppose une résistance accrue. Le capitalisme est obligé de substituer au régime de démocratie parlementaire et bourgeoise, un régime de pouvoir fort, reposant sur l'armée, la police, les bandes fascistes armées et réalisant le grignotage des conquêtes démocratiques, en premier lieu la suppression des droits acquis par les travailleurs (organisations, presse, manifestations, réunions, etc.).

Le Ministère Flandin n'est qu'une variante de ce régime.

Dans de telles conditions, le maintien et l'élargissement des conquêtes démocratiques ne peuvent être assurés seulement par les moyens parlementaires et démocratiques, mais surtout parallèlement par la lutte extra-parlementaire des masses. Ou la réaction écrasera les travailleurs comme en Allemagne, en Autriche et en Espagne, ou les masses renverseront le capitalisme et prendront le pouvoir.

Condamner l'illusion que les moyens parlementaires suffisent pour la défense des conquêtes démocratiques, guider la volonté des masses de conserver leurs conquêtes en une lutte pour leur propre pouvoir, telle est la tâche du Parti socialiste.

Le problème est posé de savoir qui du socialisme ou du fascisme arrivera le premier au pouvoir.

Le Parlement actuel a trahi les intérêts du peuple qui l'a élu, il ne représente plus sa volonté, il doit s'en aller.

NOUS RECLAMONS LA DISSOLUTION. NOUS VOULONS LE POUVOIR.

Comment entraîner les larges masses dans la voie décisive de la lutte pour le pouvoir ?

1^o Le Parti doit être en état de mobilisation permanente : une propagande quotidienne doit être faite (distribution de tracts, meetings aux usines, dans les maisons ouvrières).

Le groupe parlementaire à la disposition des Fédérations pour l'agitation systématique dans les quartiers ouvriers et aux portes des usines. (Suite page 5)

peut marcher de pair avec la création de ces organisations, ou bien si tout doit être subordonné au fini de cette préparation technique.

(Suite page 3)

"C.A.S.R."

Vraiment, avec le camarade Just, nous ne sommes pour l'heure, pas du tout sur le même plan de discussion.

Tandis que nous envisageons avec lui une collaboration loyale sur des points précis, tandis que dans les sections nous avons avec les camarades qui se réclament du C.A.S.R., les rapports les plus fraternels, il se saisit lui, Just, de quelques erreurs de forme, de notre Journal, pour déposer contre nous une motion de contrôle. A nos étonnements, et à notre demande d'explication, il nous fait, lui, Just, une réponse, telle que, nous qui sommes des nouveaux venus dans le parti, devons constater qu'elle contraste avec le minimum d'honnêteté politique exigée par les militants socialistes, dans les rapports de tendance, et qu'elle nous rappelle par son ton, et ses accusations vagues, des mœurs en usage dans un autre parti bien connu de nous.

A la vérité de quoi s'agit-il ? Tous les reproches qu'on peut nous faire proviennent toujours de ceci que nous sommes systématiquement passionnés d'explications claires. Nous en demanderons une au camarade Just.

Et tout d'abord, à lire le ton de son article, une première réflexion se présente à nous, que nous ne pouvons éluder. (Voir suite page 3)

Nos lettres

A propos de l'action du P.S. parmi les couches paysannes

Je suis vos efforts avec une bien grande sympathie et votre travail : « Ou va la France ? » si juste constituée certainement la seule analyse sérieuse de la situation, publiée à ce jour.

Cependant, je pense que vous passez trop sous silence en général dans vos articles ou dans vos études la question paysanne.

Il ne faut pas oublier que si la réaction ne put exploiter son succès du 6 Février, si elle dut accepter le départ de Doumergue sans pouvoir recourir au coup de force, cela provient pour une large part du fait que la paysannerie de ce pays est encore dans l'expectative et ne peut constituer, pour les fascistes, un appui.

Rien n'est encore perdu pour nous à la campagne mais il faudrait faire attention.

Etes-vous bien au courant, entre autres, du développement du parti « agraire et paysan français ». Ce mouvement public depuis sept ans et avec succès depuis deux ans, un organe hebdomadaire : « La Voix de la Terre » qui commence à avoir un écho très sérieux dans certaines campagnes.

La tendance fasciste de ce parti est très nette quoiqu'il s'en défende. Avez-vous lu à ce sujet leur réponse à votre journal « La Vérité » paru dans « la Voix de la Terre » du 4 Octobre 1934 où ils réfutent votre affirmation de « fascisme » et se déclarent au contraire capable de « délier la démocratie des profiteurs qui la rongent et dont vous êtes, très aimables chroniqueurs de « la Vérité ». Le parti agraire se proclame irrémédiablement « anti-collectiviste, ennemi non moins acharné de toutes les dictatures ».

Toutes les dénégations contre l'accusation de fascisme portée contre eux ne changeront rien mais il faut le dire, pour les paysans, la tendance fasciste de ce parti est loin d'apparaître clairement. Pour beaucoup, ce parti apparaît le seul décidé à aller de l'avant courageusement pour lutter contre les abus, désireux de redonner dans ce pays, à la paysannerie, la place à laquelle elle a droit contre les trusts, les « privilèges » des fonctionnaires, les coteries franc-maçonniques, etc... (Voir suite page 6)

Nos difficultés

Des difficultés énormes ont entraîné le retard de la parution de ce numéro.

Tiré à un grand nombre d'exemplaires, diffusé largement, le numéro « Ou va la France » ne nous a pas encore été réglé par trop de camarades. N'ayant pas de fonds en caisse, nous avons été empêchés de sortir à la date prévue.

NOUS AVONS DU NOUS DÉCIDER À NE PARAÎTRE PROVISOIREMENT QUE TOUS LES 15 JOURS.

Diverses mesures ont été envisagées par l'administration pour améliorer la situation de la trésorerie. Un effort a été à nouveau engagé par les camarades de Paris. Mais il nous faut le concours de tous.

Que faire, demandes-tu, camarade ? Envoie ta souscription ! Abonne-toi ! Recueille des abonnements !

Prends un paquet de « Vérité » à vendre dans ta section et transmets-nous aussitôt le produit de la vente.

Commande tes livres — tous tes livres — à notre service de librairie ; tu bénéficieras d'une réduction de 10 pour cent.

Camarade instituteur, postier, fonctionnaire, tu viens de toucher ton mois, pense à « La Vérité ».

Camarade qui va toucher ta semaine ou ta quinzaine, prélève immédiatement la souscription de « La Vérité ».

Adressez les fonds au compte C. P. Frank 1368-55 Paris.

Le dimanche 16 décembre à 14 h. 30 aura lieu une goquette au profit de « La Vérité ». Camarades du P. S. et des J. S., vous y viendrez nombreux. Le lieu sera fixé dès la semaine prochaine.

A propos du Bonapartisme

Le Marxisme a ses avantages

Dans la question particulière, mais extrêmement importante, du bonapartisme actuel on peut se convaincre à nouveau des avantages de l'analyse marxiste sur toutes les formes de l'empirisme politique. Il y a plus de trois ans nous avons établi, dans ces colonnes que, disparaissant de la scène, la bourgeoisie démocratique, en pleine conformité avec les lois historiques, cède la place au bonapartisme du déclin capitaliste. Rappelons la marche de l'analyse. La démocratie, c'est surtout un comité de conciliation organisé entre les classes ; elle se maintient tant que les contradictions des classes permettent une conciliation. L'explosion de la démocratie est provoquée par la tension des contradictions des classes. La démocratie peut céder la place soit à la dictature fasciste du capital monopolisateur, soit à la dictature du prolétariat. Mais avant que l'un de ces deux camps remporte la victoire sur l'autre, dans la société s'établit nécessairement un régime transitoire d'équilibre instable entre les ailes extrêmes, le prolétariat et le fascisme, lesquels se paralysent l'un l'autre et permettent ainsi à l'appareil bureaucratique de prendre une indépendance et une force exceptionnelles, en qualité d'arbitre et de sauveur de la nation. Un gouvernement supra-parlementaire de la grande bourgeoisie, qui fait de l'équilibre entre les deux camps de masse, en s'appuyant sur la police et sur l'armée, c'est précisément un gouvernement du type bonapartiste. Ce caractère fut celui du gouvernement Giolitti en Italie, des gouvernements Brüning-Papen-Schleicher en Allemagne, Dolfuss en Autriche. Au même type appartient le gouvernement Doumergue, et maintenant le gouvernement Flandin en France, le gouvernement Coljins en Hollande, etc. Comprendre l'essence du néo-bonapartisme, c'est comprendre le caractère de la dernière période qui reste encore à la disposition du prolétariat pour se préparer au combat décisif.

Au moment où nous faisons les premiers cette analyse, les staliniens n'étaient pas peu fiers de l'apothéose de leur science : « La social-démocratie et le fascisme sont des frères jumeaux, et non des antipodes ». Ils proclamaient : « Le fascisme est déjà là ». Ils nous accusaient ni plus ni moins que d'avoir donné à dessin le nom de bonapartisme au régime fasciste pour réconcilier (!) le prolétariat avec celui-ci. Qui ignore que les arguments des staliniens se sont toujours distingués par leur profondeur théorique et leur honnêteté politique ?

Les staliniens ne furent pourtant pas seuls. Des invalides politiques, Thalheimer et Brandler, exercèrent plus d'une fois leur grande ironie sur le thème du bonapartisme : Il espéraient trouver ainsi la voie plus courte pour revenir à la mangeoire de l'Internationale Communiste.

La preuve définitive dans le débat fut apportée par la France, pays classique du bonapartisme. Dans une série d'articles Léon Blum a montré récemment que le projet de réforme de la Constitution était complètement imprégné d'esprit bonapartiste. Le Comité Antifasciste des Intellectuels de gauche (Languevin et les autres) montra, dans son appel, l'analogie véritablement étonnante entre les derniers discours de Doumergue et les manifestes de Louis-Napoléon en 1850. Le thème du bonapartisme ne disparaît plus de l'ordre du jour. Des gens, qui ne voulaient pas entendre parler du bonapartisme, quand se préparaient ses conditions sociales et politiques, l'ont reconnu à ses formules juridiques et à sa rhétorique de chantage.

(Voir suite page 4)

1917 - Un parti révolutionnaire a porté

Le parti bolchevik instrument de la victoire!

Octobre 1917

Il y a dix-sept ans, les ouvriers et les paysans de l'ancien empire abattaient en quelques mois la monarchie, puis les gouvernements bourgeois, qui avaient succédé au tsarisme, se soulevaient dans une insurrection victorieuse contre le régime capitaliste et, à travers une guerre civile implacable, créaient et fortifiaient leur pouvoir, la dictature du prolétariat, le régime soviétique.

Octobre 1917, reste pour les exploités du monde entier, malgré tout ce qui a pu se produire dans les dix dernières années, malgré la dégénérescence profonde des institutions de l'Etat prolétarien, l'exemple le plus magnifique de combat, d'héroïsme, c'est aussi la source d'enseignements révolutionnaires, la plus abondante, pour mener la lutte sur tous les points du globe.

La révolution prolétarienne a triomphé en octobre 1917 en Russie, elle a échoué par contre, dans toute une série de pays, soit dans les années immédiates d'après-guerre, soit dans les récentes dernières années en Allemagne, en Autriche, en Espagne. Pourquoi la victoire et pourquoi la défaite? Répondre d'une manière juste à cette question est d'une importance capitale pour les militants révolutionnaires de France, où, depuis quelques mois, révolution et contre-révolution viennent directement aux prises, et où il est donc nécessaire d'avoir tiré le maximum des enseignements des luttes passées, et en premier lieu de la plus grande victoire du prolétariat.

La Russie n'est pas la France

On a dit, en Russie il y avait en 1917 une situation tout à fait exceptionnelle, la monarchie était décomposée, la nation tout entière était soulevée contre la guerre, le désordre régnant partout, tout s'écroulait, les bolcheviks ont seuls, su être audacieux et résolus contre toutes les formations politiques impuissantes, incapables, pusillanimes.

Dans tous les autres pays, par contre, ajouta-t-on, la bourgeoisie avait plus de capacités politiques, elle s'est montrée plus énergique, et c'est pourquoi elle a pu tenir le coup. S'exprimer ainsi, c'est esquiver le problème. Pour mieux faire ressortir quelle est la condition essentielle du triomphe de la révolution prolétarienne, faisons une comparaison, après générale, certes, mais valable dans un cadre aussi étendu que la situation en Russie, en octobre 1917 et la situation en France en 1934. Cette comparaison nous paraît d'autant plus importante que, dans ces derniers temps, le parti stalinien, qui s'enveloppe du drapeau de la Révolution russe, qui prétend puiser sa tradition dans celle-ci, alors qu'il n'est que le défenseur de la phase de dégénérescence de la Révolution, le parti stalinien a opposé, comme argument contre la création d'une milice de peuple, l'affirmation suivante: il n'y a pas de situation révolutionnaire en France. En quoi donc diffèrent, dans les traits les plus généraux qui permettent de caractériser une situation de révolutionnaire, la Russie de 1917 et la France de 1934?

Crise Sociale

La crise sociale, elle est aujourd'hui présente en France comme elle l'était en 1917 en Russie. L'une est née directement de la guerre impérialiste, l'autre de la crise mondiale. C'est là une différence qui n'est pas essentielle. Trois années de guerre mondiale, cinq années de guerre mondiale ont produit les unes comme les autres, une telle accumulation de misères et de ruines, qu'elles ont détruit l'équilibre de l'ordre existant. Russie 1917, France 1934, on y trouve, dans les conditions purement objectives, les mêmes prémisses pour une situation révolutionnaire.

Il reste donc à examiner l'orientation et la puissance des diverses classes de la société.

Incapacité de la bourgeoisie

En 1917, la bourgeoisie russe, avec ou sans le tsarisme, manifeste une incapacité totale à assurer l'équilibre de la société, à remplir son rôle de classe dirigeante. En 1934, en France, la bourgeoisie a manifesté son irrésolution et son impuissance à assurer un équilibre social, une de ses fractions s'oriente vers les moyens les plus violents, mais elle trouve dans les rangs de la bourgeoisie, un grand manque de confiance

en soi, aucune volonté d'action dans une absence de vues claires et de buts précis. Il peut y avoir une différence de quantité dans l'incapacité de la bourgeoisie russe en 1917 et de la bourgeoisie française en 1934, mais on trouve ici et là et même caractère qui est une prémisses supplémentaire pour une situation révolutionnaire.

Mécontentement des classes moyennes

Le mécontentement des classes moyennes et de la paysannerie, leur perte de foi envers le système capitaliste existant, là encore, s'il peut y avoir une différence entre la Russie de 1917 et la France de 1934, elle ne porte que sur l'ampleur de ces phénomènes ici et là. Et ajoutons encore que chaque jour qui passe, ne peut que réduire cette différence.

Le mécontentement des ouvriers, leur haine contre le système capitaliste, on peut en dire autant pour ce qui concerne les classes moyennes, la paysannerie.

Alors, où est la différence essentielle entre ces deux situations, celle de la Russie de 1917 et celle de la France de 1934. Que nous manque-t-il pour qu'il y ait vraiment une situation révolutionnaire?

En 1917, il y eut en Russie, un parti prolétarien révolutionnaire, capable d'expliquer la situation au prolétariat, de le mobiliser sous des mots d'ordre vraiment révolutionnaires et d'entraîner de ce fait, avec lui, les couches inférieures de la petite bourgeoisie.

Le parti de la révolution

En 1917, il y eut un parti prolétarien qui s'était formé au cours de longues années de lutte, qui n'avait jamais pactisé avec des partis de la bourgeoisie, qui se tenait sur une base inébranlable de lutte de classes, qui savait se déterminer politiquement par une discussion collective, au lieu de faire les pirouettes les plus extravagantes à la queue d'un bureaucratie incontrôlée, un parti qui en fonction de ses analyses, indiquait la voie à suivre aux travailleurs, au lieu de se traîner à la queue des masses, qui sut pratiquer une audacieuse politique de front unique, au lieu de s'y résigner sous la pression des masses, un parti qui comprit la situation et l'exploita intégralement au profit de la révolution prolétarienne, résolvant en fonction de son orientation politique les problèmes techniques les plus difficiles de l'insurrection armée.

Toute l'hostilité, la haine profonde, accumulée par des dizaines d'années de souffrances des masses travailleuses fut guidée dans une voie victorieuse et créatrice sous l'impulsion d'une avant-garde révolutionnaire, à la fois intransigeante et souple. Le facteur essentiel, l'instrument indispensable aux masses révoltées pour leur victoire, ce fut le Parti bolchevik. La grande leçon d'octobre, c'est que chaque révolutionnaire doit travailler à forger, à développer le parti de la révolution.

Dans les premières années de la Révolution d'octobre, se groupèrent dans le monde entier des révolutionnaires autour des principes qui étaient à la base du parti victorieux de Lénine, et Trotsky. La III^e Internationale enflammait les masses travailleuses et faisait trembler le vieux monde bourgeois.

Pour un parti Léniniste

Toute une combinaison de circonstances ont entraîné et la dégénérescence irrémédiable de l'I. C., et de lourdes défaites ouvrières. Aujourd'hui, nous restons en France, le bastion de résistance au fascisme pour toute l'Europe. La grande lutte qui est engagée ne s'arrêtera pas à mi-chemin. Il faut triompher si l'on ne veut pas périr. Le regroupement du prolétariat et de ses tendances est en train de se faire en pleine bataille. Une période de grands conflits sociaux est ouverte sans que le prolétariat ait à sa disposition un parti « à la Lénine ». Aux militants révolutionnaires qui veulent vaincre, de puiser aux sources de la Révolution d'octobre. Si l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat en France parvient à se regrouper rapidement, alors des journées d'octobre ne tarderont pas à suivre.

L. Trotsky (Extrait d'histoire de la Révolution)

Le mois de la grande calomnie

Les bolcheviks, dont la propagande et l'action révolutionnaires contrecarriaient les desseins des contre-révolutionnaires et des conciliateurs, furent accusés (et Lénine en particulier) d'être les agents de l'Etat-Major allemand. Il est à souligner que tout en se défendant hypocritement dans les soviets, les mencheviks et les S.R., faisaient chorus, avec la presse réactionnaire pour tenter de diminuer l'autorité des bolcheviks. D'ailleurs Kerensky a repris cette ignoble accusation dans ses souvenirs.

A chaque époque où ils menacent avec une particulière acuité les intérêts de la bourgeoisie, ainsi que la tranquillité de ses agents conscients ou inconscients dans le mouvement ouvrier, les révolutionnaires sont l'objet de la plus perfide et de la plus monotone des calomnies. Quand on ne les taxe pas de provocateurs, on les taxe d'espions. Parfois les deux.

De ce fait historique, Léon Trotsky tire la leçon à la fin du chapitre « Le Mois de la Grande Calomnie » (Tome III, Révolution Russe).

En 1918, par conséquent après l'insurrection d'Octobre, le Bureau de la Presse du Gouvernement américain publia solennellement un recueil de documents sur la liaison des bolcheviks avec les Allemands. Cette grossière falsification qui ne résiste même pas à un souffle de la critique, fut admise par bien des personnes instruites et perspicaces jusqu'au moment où l'on découvrit que les originaux des documents, provenant, prétendait-on, de divers pays, avaient été tapés sur une seule et même machine. Les falsificateurs ne se mettaient pas en frais avec les consommateurs: ils étaient évidemment convaincus que le besoin politique de dénigrer les bolcheviks l'emporterait sur la voix de la critique. Et ils ne se trompèrent pas, car les documents furent bien payés. Et pourtant, le Gouvernement américain, éloigné du théâtre de la lutte par l'Océan, n'était intéressé qu'au deuxième ou troisième degré.

Mais pourquoi donc, néanmoins, la calomnie politique est-elle en soi si indigente et monotone? Parce que le psychisme social est économe et conservateur. Il ne dépense pas plus d'efforts qu'il ne lui en faut pour arriver à ses buts. Il préfère emprunter du vieux quand il n'est pas forcé de bâtir du neuf; mais, même dans ce dernier cas, il agglomère des éléments du vieux. Chaque religion nouvelle qui a surgi, au lieu de se refaire une mythologie toute neuve, a seulement démarqué les superstitions du passé. C'est d'après le même type que se sont constitués les systèmes philosophiques, les doctrines du droit et de la morale. Les individus, même doués de génie, ne se développent pas plus harmonieusement que la société qui les éduque.

La fantaisie hardie s'accommode dans un même cerveau d'un attachement servile aux modèles tout faits. De téméraires envols s'arrangent avec de grossiers préjugés; Shakespeare alimentait ses créations de sujets qui lui étaient venus du profond des siècles. Pascal démontrait l'existence d'un dieu au moyen de la théorie des probabilités. Newton découvrit les lois de l'attraction et avait foi en l'Apocalypse. Depuis que Marconi a installé un poste de T. S. F. au Vatican, le Vicaire du Christ diffuse par radio la grâce mystique. En temps ordinaire, ces contradictions ne sortent pas d'un état de torpeur. Mais, en temps de catastrophe, elles acquièrent une violence explosive. Quand il s'agit d'intérêts matériels menacés, les classes instruites mettent en mouvement tous les préjugés et les erreurs que l'humanité traîne dans son convoi. Peut-on s'en prendre trop aux patrons déchu de l'ancienne Russie s'ils ont bâti la mythologie de leur chute en empruntant sans discernement aux classes qui ont été renversées avant eux? A vrai dire, ce fait que Kerensky, bien des années après les événements, reproduit, dans ses mémoires, la version Ermolenko, apparaît en tout cas superflu.

La calomnie, des années de guerre et de révolution, avons-nous dit, est frappante par son uniformité. Cependant il y a une différence. D'une quantité accumulée résulte une nouvelle qualité. La lutte des autres partis entre eux ressemblait presque à une querelle de famille, comparativement à la persécution qu'ils menaient en commun contre les bolcheviks. Dans leurs conflits entre eux, ils semblaient simplement s'entraîner pour une autre lutte décisive. Même en s'accusant gravement l'un l'autre d'être en liaison avec les Allemands, ils ne poussèrent jamais l'affaire jusqu'au bout. Juillet donne un autre tableau. Dans la poussée contre les bolcheviks, il y a toutes les forces dominantes: le Gouvernement, la Justice, le contre-espionnage, les états-majors, les fonctionnaires, les municipalités, les partis de la majorité soviétique, leur presse, leurs orateurs constituant un ensemble grandiose. Leurs dissensions mêmes, ainsi que des instruments différenciés dans un orchestre, renforcent seulement l'effet général. L'absurde imposture de deux individus méprisables est élevée au niveau d'un facteur historique. La calomnie se déverse comme un Niagara. Si l'on prend en considération les circonstances, — la guerre et la Révolution, — et le caractère des accusés, — les leaders révolutionnaires de millions d'hommes qui menaient leur Parti au pouvoir, — on peut dire sans exagération que Juillet 1917 fut le mois de la plus grande calomnie connue dans l'histoire mondiale.

La répression bureaucratique le développement des

Le régime d'oppression et d'étouffement de la bureaucratie stalinienne ne nous permet pas d'être tenu au courant de l'activité de nos camarades bolcheviks léninistes d'U.R.S.S. Cependant, on peut parfois avoir certains renseignements par voie de recoupement en lisant la presse bureaucratique.

C'est ainsi que l'« Economitcheskaja Jijn » (Vie Economique) écrit dans son numéro du 10 octobre que pendant l'épuration de la section du parti, des assurances d'Etat à Iekaterinoslav (Ukraine), l'un des fonctionnaires des assurances déclara qu'on ne peut pas construire le socialisme dans un seul pays.

Dans la section financière du soviet de la région d'Iekaterinoslav, de nombreux trotskystes furent également découverts.

Postychev, l'un des secrétaires du C. C. du P. C. de l'U. S., dirigeant de l'Ukraine Soviétique a dit, dans un récent discours: « Il y a peu de temps fut découvert en Ukraine, un groupement trotskiste contre-révolutionnaire dont le centre dirigeant était composé de Naoumov, Vinokour, Parlov. Ce groupement a tenté d'utiliser l'Ukraine, comme place d'arme de la lutte contre le Parti, sa ligue et sa direction. Tous les leaders de ce groupement contre-révolutionnaire étaient jusqu'à ce jour membres du Parti et faisaient un travail systématique » (Pravda, 27 octobre 1934).



TROTSKI, au front dans un état-major

L. TROTSKY
Extrait de: "La Quatrième Internationale et l'U.R.S.S." (Edition de "La Vérité", 1933)

Bureaucrate et classe dirigeante

Il y a cependant encore une autre théorie du caractère « non-prolétarien » de l'Etat soviétique, plus compliquée, plus mesurée, mais pas plus sérieuse. Le social-démocrate français Lucien Laurat, compagnon de Blum et précepteur de Souvarine, a écrit un livre pour défendre le point de vue, que la société soviétique, sans être ni soi un type absolument nouveau d'organisation de classe, puisque la bureaucratie prolétarienne, ni bourgeoise, présente en non seulement domine politiquement sur le prolétariat, mais encore l'exploite économiquement, en absorbant la plus-value, qui auparavant revenait en partage à la bourgeoisie. Laurat revêt ses découvertes des formules pesantes du « Capital » et donne, ainsi, à sa « sociologie » superficielle, purement descriptive, une apparence de profondeur. Le compilateur, à ce qu'il semble, ne sait pas que toute sa théorie, avec seulement beaucoup plus d'ardeur et d'éclat, fut formulée il y a plus de trente ans par le révolutionnaire russo-polonais Makhaisky qui avait sur son vulgarisateur français l'avantage de ne pas avoir attendu ni la Révolution d'Octobre ni la bureaucratie stalinienne pour définir par avance la « dictature du prolétariat » comme un échafaudage pour les postes de commande de la bureaucratie exploiteuse. Mais même Makhaisky ne créa pas sa théorie de rien: il ne fit qu'approfondir sociologiquement et économiquement les préjugés anarchistes contre le socialisme étatique. Makhaisky, disons-le en passant, se servait aussi des formules de Marx, mais plus conséquemment que Laurat: selon Makhaisky l'autorité du « Capital » dissimula avec mauvaise foi dans les formules de la reproduction (2^e volume) la part de la plus-value qu'engloutissait l'intelligentsia socialiste (bureaucratie).

Le caractère de classe

En notre temps une « théorie » de ce genre, mais sans dénonciation de Marx l'Exploiteur, fut défendue par Miasnikov, qui déclara que la dictature du prolétariat en U.R.S.S. était remplacée par la dictature d'une nouvelle classe: la social-bureaucratie. Il est bien vraisemblable que directement ou indirectement Laurat a pris sa théorie précisément cher Miasnikov et n'a fait que lui donner son expression pédante et « savante ». Pour être complet il faut encore ajouter, que Laurat s'est approprié toutes les erreurs (seulement les erreurs) de Rosa Luxembourg, y comprises celles dont elle-même réussit à se débarrasser.

Cependant, approchons-nous de la « théorie » elle-même. La classe, pour un marxiste, représente une notion exceptionnellement importante et d'ailleurs scientifiquement définie. La classe se détermine non pas seulement par la participation dans la distribution du revenu national, mais aussi par un rôle indépendant dans la structure générale de l'économie, par des racines indépendantes dans les fondements économiques de la société. Chaque classe (féodaux, paysannerie, petite-bourgeoisie, bourgeoisie capitaliste, prolétariat) élabore ses formes particulières de propriété. De tous ces traits sociaux, la bureaucratie est dépourvue. Elle n'a pas de place indépendante dans le processus de production et de répartition. Elle n'a pas de racines indépendantes de propriété. Ses fonctions se rapportent, dans leur essence, à la technique politique de la domination de classe. La présence de la bureaucratie, avec toutes les différences de ses formes et de son poids spécifique, caractérise tout régime de classe. Sa force est un reflet. La bureaucratie, indissolublement liée à la classe économiquement dominante, est nourrie par les racines sociales de celle-ci, se maintient et tombe avec elle.

Exploitation de classe et parasitisme social

Laurat dira, qu'il « ne s'élève pas » contre le paiement du travail de la bureaucratie, dans la mesure, où elle remplit des fonctions politiques, économiques et culturelles indispensables, mais s'agit de sa part d'une appropriation incontrôlée: c'est dans ce sens précisément qu'elle est une « classe exploiteuse ». Cet argument qui s'appuie sur des faits irréfutables, ne change pas, cependant, la physionomie générale de la bureaucratie.

Toujours et sous tout régime la bureaucratie absorbe une assez grande partie de la plus-value. Il ne serait pas sans intérêt de calculer, par exemple, quelle part du revenu national engloutissent en Italie et en Allemagne les crickets fascistes.

Mais ce fait, qui n'est pas de peu d'importance en soi, est absolument insuffisant pour transformer la bureaucratie fasciste en classe dirigeante indépendante. Elle est le commis de la bourgeoisie. Ce commis, il est vrai, s'assoie sur la nuque du maître, lui arrache parfois de gros morceaux de la bouche et comme supplément crache sur son crâne chauve de bourgeois. Pour un commis, il faut l'avouer, il n'est vraiment pas très commode. Mais tout de même ce n'est pas plus qu'un commis. La bourgeoisie s'accommode de lui, car sans lui, elle et son régime se trouveraient bien mal.

Mutatis mutandis (en changeant ce qui nécessite un changement), ce qui vient d'être dit peut s'appliquer aussi à la bureaucratie stalinienne. Elle englutit, dissipe et dilapide une partie importante du bien national. Sa direction revient extrêmement cher au prolétariat. Elle occupe une situation extraordinairement privilégiée dans la société soviétique, non seulement au sens de droits politiques et administratifs, mais aussi au sens d'énormes

Le prolétariat au pouvoir !

Pour s'affranchir du capitalisme, les travailleurs russes ont du se libérer de la politique menchevik

Entrés dans le parti socialiste, nous, bolcheviks-léninistes, nous trouvons par ce fait même formellement membres d'une même organisation internationale que ceux qui, depuis 1917, ont joué un rôle contre-révolutionnaire ouvert dans la Révolution russe; bien entendu ce lien n'est que formel; l'I.O.S. n'est pas une organisation internationale dont les membres sont tous solidaires les uns des autres, (les prolétaires ont eu plus d'une fois l'occasion de l'éprouver à leurs dépens); il est bien le moins que, tandis que des socialistes ministres de la bourgeoisie répudient toute solidarité envers des prolétaires insurgés, nous affirmons bien haut qu'il ne peut y avoir rien de commun entre nous et les mencheviks russes traités à la révolution prolétarienne.

Les mencheviks devant la Révolution d'Octobre

Ceci dit, il nous faut examiner d'un peu plus près les positions des mencheviks vis-à-vis de la Révolution russe et de la Révolution prolétarienne en général. Les Dan et les Abramovitch se situent dans l'I.O.S. « à gauche ». Souvent ils prennent figure de doctrinaires, de théoriciens. Comme nous marchons rapidement vers des batailles décisives, il n'est pas inutile de mettre en garde les militants révolutionnaires du P.S. contre les doctrines mencheviks qui sont à la base de leurs trahisons pendant la Révolution, à la base de leur participation à la coalition bourgeoise avant Octo-

ne peut en U.R.S.S. empêcher Bolcheviks-Léninistes

Parmi les courageux militants qui continuent la tradition de Lénine, il convient de citer le camarade J. N. Smirnov. Ce camarade fut cependant l'un des chefs des capitulards en 1929. Mais par la suite, il se rendit nettement compte de l'impasse où le mènerait sa capitulation. Il reprit l'activité oppositionnelle, puis fut de nouveau arrêté en 1932, enfermé dans une cellule d'isolement à l'isolateur de Souzdal.

Smirnov est un grand bolchevik de la première heure. Il approche de la soixantaine, il se trouve toujours dans la geste stalinienne. Il y a quelques mois, mourut d'épuisement dans la prison de Boulkerki à Moscou, le camarade Peter Pererverev. Toutes les circonstances de sa mort ne sont pas encore éclaircies. Le camarade Pererverev était un vieux bolchevik ouvrier, militant actif d'octobre 1917, l'un des héros de la guerre civile. Il travailla pendant un certain temps dans les missions commerciales en Europe. Oppositionnel depuis 1923, incarcéré en 1928, il s'est pour une période retiré de l'opposition. Ayant repris toute son activité en 1932, il fut bientôt arrêté et ne quitta plus la prison, où son état de santé, déjà ébranlé par les sévices du régime tsariste, s'aggrava jusqu'à la mort.

bre, de leur hostilité au Congrès des Soviets qui s'érigea en pouvoir prolétarien, de leur position aux côtés de l'Entente et des Blancs (en particulier en Georgie) contre l'armée rouge. Ces points de vue du menchevisme ont été à nouveau résumés dans une brochure de Dan que la Bataille Socialiste a éditée au cours de cette année.

Marx et Lénine et Dan

« Marx continue d'avoir raison contre Lénine » affirme Dan, qui continue à répéter cette plaisanterie usée, qui continue à vouloir trouver quelques phrases ci et là pour tenter d'opposer les deux grands géants de la révolution prolétarienne.

Mais malheureusement pour Dan, il n'est vraiment pas commode de faire une telle démonstration.

« En fait, dit-il, la démocratie politique moderne apparaît historiquement comme une conquête de la classe ouvrière, qui l'emploie en vue d'affermir sa position au sein de la société capitaliste et qui est prédestinée à être dans l'avenir la forme politique de sa domination de classe ».

Dans « l'Etat et la Révolution », Lénine montre comment Marx, après la Commune, apprenant à la leçon de l'histoire, arriva à la conclusion qu'il ne s'agissait pas, pour le prolétariat, de prendre seulement le pouvoir, mais qu'il devait briser la machine bourgeoise. Mais Dan qui n'a pas appris cela de Marx, n'a rien appris ni de la Révolution russe ni du développement de la société dans les dernières années. La démocratie n'est qu'une forme politique pour le régime capitaliste; celui-ci, quand ses intérêts l'exigent, n'hésite pas à s'en débarrasser, mais le prolétariat devrait, selon Dan, garder d'une manière sacrosainte cette forme « prédestinée » (voilà qui sent beaucoup plus le vocabulaire de Mme de Thèbes que la pensée marxiste), pour assurer sa victoire sur la bourgeoisie. En face des mesures extrêmes auxquelles se porte partout la bourgeoisie contre-révolutionnaire, le prolétariat devrait s'en tenir fidèlement à la démocratie, à ses députés et à ses flics, « prédestinés » à assurer la domination politique du prolétariat !

La dictature Bolchevik étape nécessaire...

Tout de même, il est difficile à Dan de nier l'apport de la Révolution russe au prolétariat révolutionnaire et à la Russie. Là aussi il s'en tire par une pirouette.

« ... la dictature bolcheviste de la « minorité consciente » s'avère une étape historique inévitable et nécessaire dans le cours de la révolution russe ». Il n'est pas interdit d'avoir un peu de mémoire. C'est avec plus de 15 années de retard que Dan trouve la révolution d'Octobre « une étape historique inévitable et nécessaire » alors qu'à sa naissance et à ses premiers pas il ne se ménageait nullement pour condamner l'entreprise des bolcheviks, pour dénoncer Lénine et Trotsky, pour combattre la Révolution. Maintenant qu'elle est faite, qu'elle vit, malgré lui et contre lui, alors il la juge inévitable et nécessaire. Quelle grandeur d'âme à défaut de clairvoyance politique!

Mais comment Dan caractérise-t-il cette « étape historique et inévitable » ? « La dictature bolcheviste n'est pas une dictature de la classe ouvrière; elle est toutefois une dictature révolutionnaire... » Les pirouettes continuent : au lieu de dire quelle classe ou quelle couche sociale a dirigé ou dirige l'Etat prolétarien, Dan affirme que c'est une dictature révolutionnaire, ce qui n'apporte tout de même rien pour résoudre le problème. L'histoire montre — de nos jours aussi — plusieurs types de dictatures révolutionnaires et contre-révolutionnaires; mais toutes avaient une base sociale déterminée et les marxistes se sont toujours préoccupés de la définir dans chaque cas.

A la place d'une étude sérieuse, il y a toujours la vieille comparaison des bolcheviks avec les jacobins qui a quelque raison d'être si l'on s'en tient à l'énergie, à la résolution, à la volonté des uns comme des autres de pulvériser un vieil ordre de choses, à ces qualités qui feront toujours défaut aux mencheviks, mais qui ne précèdent rien en ce qui concerne la classe que servent les jacobins et la classe que servent les bolcheviks. P. F. (Voir suite page 6)

La politique extérieure Russe ?

La Révolution prolétarienne contre la routine de la diplomatie

« La révolution des ouvriers et des paysans a déjà proclamé son programme de paix. Nous avons publié les traités secrets du tzar et de la bourgeoisie avec les alliés et avons déclaré que ces traités ne sont point valables pour le peuple russe. Le gouvernement de la révolution victorieuse n'a nul besoin de la reconnaissance des routiniers de la diplomatie capitaliste, c'est aux peuples que nous posons la question : la diplomatie réactionnaire exprime-t-elle votre pensée et vos aspirations ? »

C'est l'appel aux travailleurs du monde que lançaient le 28 novembre 1917, Lénine et Trotsky au nom de la révolution victorieuse des ouvriers et des paysans russes.

En arrachant à l'impérialisme, à son exploitation et à ses massacres, la sixième partie du monde, le parti bolchevik conquiert un bastion pour la lutte émancipatrice du prolétariat international. C'est sur la base de l'internationalisme révolutionnaire que l'avant-garde marxiste-léniniste avait surmonté le délire chauvin ou la corruption pacifiste centriste pour atteindre à l'insurrection victorieuse d'Octobre.

C'est au nom de l'internationalisme prolétarien que Lénine, au 2^e Congrès des Soviets, appela au soutien de la révolution : « les ouvriers d'Angleterre où le mouvement chartiste eut lieu, les ouvriers de France qui ont montré la force de leur conscience de classe par des insurrections répétées, les ouvriers d'Allemagne qui ont soutenu la lutte contre la loi sur les socialistes et créé des organisations puissantes ».

Le 2^e Congrès de l'Internationale Communiste proclamait

« L'Internationale communiste a fait sienne la cause de la Russie soviétiste. Le prolétariat international ne remettra son glaive au fourreau que lorsque la Russie soviétiste sera devenue l'un des chaînons d'une Fédération des Républiques soviétistes embrassant le monde ».

A Théroïsme et à la science des bolcheviks russes, les mouvements révolutionnaires de la fin de la guerre apportèrent un soutien puissant pour la défense de l'état ouvrier et paysans contre la coalition de l'impérialisme mondial et de ses soutiens du social-patriotisme. Tandis que Moscou de l'international d'Octobre était le phare de la lutte révolutionnaire des ouvriers, des paysans, des opprimés coloniaux.

La révolution russe victorieuse a surmonté, contre les prévisions même de ses guides, le retard de la révolution mondiale et la défaite de la vague révolutionnaire d'après guerre. L'état ouvrier et paysan, isolé dans le monde capitaliste, victorieux dans un pays économiquement arriéré s'est maintenu avec succès dans un monde voué par le capitalisme pourrissant aux convulsions extérieures.

Mais malgré le répit relatif de cette période troublée par les menaces de guerre, les tentatives de révolution et les contre-révolutions, la phase ouverte par la guerre impérialiste et la révolution russe n'est pas close; la lutte se poursuit toujours entre l'impérialisme mondial et le prolétariat international.

La défense efficace et progressive de de l'Union Soviétique ne peut être menée que par le mouvement révolutionnaire du prolétariat international. Le sort de l'U.R.S.S. doit être indissolublement lié aux pas en avant du prolétariat révolutionnaire.

Depuis la mort de Lénine, la théorie néfaste du « socialisme dans un seul pays » a dissocié le sort de l'U.R.S.S. du mouvement révolutionnaire international. Et les vicissitudes de la diplomatie de l'état ouvrier avec « les routiniers de la diplomatie capitaliste » ont battu en brèche l'internationalisme prolétarien, base de la victoire d'octobre.

Mais la défense de l'U.R.S.S. ne doit pas être enrayée par la pénétration jusque dans le mouvement ouvrier de conceptions étrangères au marxisme : la revendication pacifiste et utopique du désarmement, la théorie litvinovienne de « l'agresseur » — ni non plus substituer à l'active solidarité pour l'ouvrier et le paysan russe, l'apologie paradisiaque faite par les Amis de l'U.R.S.S.

La catastrophe allemande a révélé le poids que les intérêts transitoires et à court terme de la diplomatie soviétique pouvaient faire peser sur la lutte de l'avant-garde prolétarienne, c'est-à-dire finalement sur le prolétariat et sur l'U.R.S.S. menacée. Jusqu'à la victoire d'Hitler, en prolongation de la lutte de Lénine pour les ouvriers allemands écrasés par le traité, puis de la politique de Rapallo, le mot d'ordre prédominant était : « A bas le traité de Versailles ». Mais tel qu'il fut adopté, il pesa lourdement sur le prolétariat allemand par la lutte pour « la libération nationale », la politique du plébiscite rouge et du social-fascisme. Dans la même époque, la politique « pacifiste » noyait la lutte prolétarienne dans la croisade des inorganisés du mouvement d'Amsterdam. De quel poids fut cette politique pour la victoire d'Hitler, coup fatal au prolétariat international et à l'Union Soviétique.

Après la victoire d'Hitler et dans la phase nouvelle, l'entrée de l'U.R.S.S. dans la

S.D.N., caverne des brigands impérialistes franco-anglais et trompeuse façade pacifiste est présentée aux masses ouvrières comme un triomphe. Dans le même temps que les leaders du parti français proclament « l'amour du pays », les journalistes de l'international communiste prennent position contre les impérialismes « révisionnistes du traité de Versailles, fauteurs de guerre » et propagent la scabreuse distinction des forces qui veulent réviser les traités par la guerre et des autres, qui défendent le pacifique statu quo, c'est-à-dire les impérialismes pillards vainqueurs de Versailles et notamment de notre impérialisme. Un ennemi déclaré du mouvement révolutionnaire, Marcel Déat, peut même attribuer aux conséquences des besoins diplomatiques de l'U.R.S.S., la politique du parti communiste français en train de déborder le parti socialiste pour l'extension du front unique aux néos et aux radicaux-socialistes dans sa politique pour la dissolution de la lutte révolutionnaire du prolétariat dans un courant pacifiste démocratique. Il écrit dans la Vie Socialiste que Moscou interdit au parti communiste français toute manifestation de rue, toute action illégale ou violente parce qu'elle désire une France forte sur l'arène internationale.

La diplomatie soviétique se débat dans de très lourdes difficultés dans un monde hostile, nourri d'intrigues, de complots anti-ouvriers. Mais la défense de l'U.R.S.S., devoir impérieux des révolutionnaires prolétariens ne peut se poursuivre que dans la voie de l'intensification de la lutte du prolétariat contre sa bourgeoisie. Après la catastrophe allemande, le prolétariat français joue une partie décisive pour lui, le prolétariat international et l'U.R.S.S. Il la conduira au succès — non pas dans la conjugaison d'une politique « diplomatique » avec une politique démocratique bourgeoise, nationale ou pacifiste, mais en animant le front unique prolétarien par les leçons de Lénine et de la Révolution d'Octobre.

F. GERARD.

Paroles d'aujourd'hui

L'insurrection

est un art...

L'attente passive du soulèvement des masses, a conduit les mouvements prolétariens à la déroute.

La révolution ne se fait pas toute seule, comme le croient les centristes. C'est le parti qui doit exploiter les conditions révolutionnaires.

« L'insurrection est un art » a dit Marx.

Ceux qui la préparent consciencieusement et non théoriquement, qui veulent la diriger et la mener à son terme victorieux, ne sont pas des blanquistes mais des marxistes révolutionnaires.

Lénine développa cette idée dans les lignes ci-dessous :

Le mensonge opportuniste qui veut que la préparation de l'insurrection et, de façon générale, l'habitude de considérer l'insurrection comme un art soit du « blanquisme » est une des pires déformations du marxisme, et peut-être, la plus répandue parmi celles des partis « socialistes » dirigeants

Le chef de l'opportuniste, Bernstein, s'est déjà acquis une triste célébrité en élevant contre le marxisme l'accusation de blanquisme. Les opportunistes actuels qui crient au blanquisme ne renouvellent et n'enrichissent en rien, à vrai dire, ces maigres « idées ».

Accuser les marxistes de blanquisme parce qu'ils considèrent l'insurrection comme un art ! Peut-on dénaturer la vérité de façon aussi révoltante, alors que, lui marxiste ne le niera, Marx lui-même s'est prononcé de la manière la plus précise et la plus catégorique sur cette question, en appelant justement l'insurrection un art, en disant qu'il faut la considérer ainsi, qu'il faut remporter un premier succès et aller ensuite de succès en succès, sans interrompre un instant l'offensive contre l'ennemi en profitant de son désarroi, etc., etc.

Pour être couronnée de succès, l'insurrection doit reposer non sur un complot, non sur un parti, mais sur la classe avancée. C'est là le premier point. L'insurrection doit s'appuyer sur la poussée révolutionnaire du peuple. Voilà le deuxième point. L'insurrection doit éclater à la pogée de la révolution ascendante, c'est-à-dire au moment où l'activité de l'avant-garde du peuple est la plus grande, où les hésitations des ennemis et des amis faibles, équivoques et indécis de la révolution sont le plus fortes. C'est là le troisième point. C'est en posant, à propos de l'insurrection, ces trois conditions que le marxisme se distingue du blanquisme.

Mais du moment que ces conditions sont données, c'est trahir le marxisme et la révolution que de se refuser à considérer l'insurrection comme un art.

de l'Etat Soviétique Russe

avantages matériels. Cependant les appartements les plus grands, les beefsteak les plus saignants et même les Rolls-Royce ne font pas encore de la bureaucratie une classe dominante indépendante.

Dans la société socialiste l'inégalité, et d'autant plus une inégalité aussi criante, serait, assurément, absolument impossible. Mais malgré les mensonges officiels et officieux, le régime soviétique actuel n'est pas un régime socialiste, mais transitoire. Il porte encore sur lui l'héritage monstrueux du capitalisme, en particulier l'inégalité sociale, d'ailleurs non seulement entre la bureaucratie et le prolétariat, mais aussi à l'intérieur de la bureaucratie et à l'intérieur du prolétariat. Dans certaines limites l'inégalité reste encore au stade actuel une arme bourgeoise de progrès socialiste : le salaire différencié, les primes, etc... sont des stimulants de l'émulation.

En expliquant l'inégalité, le caractère de transition de la construction actuelle ne justifie nullement les privilèges monstrueux, visibles et cachés, que s'approprient les sommets incontrôlés de la bureaucratie. L'opposition de gauche n'a pas attendu les découvertes d'Urbahns, Laurat, Souvarine, Simone Weil (2) et autres, pour déclarer, que la bureaucratie sous toutes ses manifestations ébranle les attaches morales de la société soviétique, engendre un mécontentement aigu et légitime des masses et prépare de grands dangers. Néanmoins, les privilèges de la bureaucratie en eux-mêmes ne changent pas encore les bases de la société soviétique, car la bureaucratie puise ses privilèges, non de certains rapports particuliers de propriété, propres à elle, en tant que « classe », mais des rapports mêmes de possession, qui furent créés par la Révolution d'Octobre et qui, dans l'essentiel, sont adéquats à la dictature du prolétariat. Quand la bureaucratie, pour parler sim-

plement, vole le peuple (et c'est ce que sous des formes diverses fait toute bureaucratie), nous avons à faire non pas à une exploitation de classe, au sens scientifique du mot, mais à un parasitisme social, fut-ce sur une très grande échelle. Le clergé du Moyen-Age était une classe, ou un « état » social, dans la mesure où sa domination s'appuyait sur un système déterminé de propriété foncière et de servage. L'église actuelle n'est pas une classe exploiteuse, mais une corporation parasite. Il serait absurde en fait de parler du clergé américain, comme d'une classe dominante particulière; pourtant il est indubitable que les prêtres de différentes couleurs engloutissent aux Etats-Unis une grande part de plus-value. Par leurs traits de parasitisme la bureaucratie comme le clergé s'apparentent au lumpen-prolétariat, qui ne représente pas non plus, comme on sait une « classe » indépendante.

Deux perspectives

La question nous apparaît avec plus de relief, si nous l'envisageons non pas dans sa coupe statique, mais dynamique. En consommant improductivement une part énorme du revenu national, la bureaucratie soviétique, par sa fonction même, est en même temps intéressée au développement économique et culturel du pays : plus élevé sera le revenu national, plus grand sera le montant de ses privilèges. Cependant, sur les bases sociales de l'Etat soviétique, l'essor économique et culturel doit saper les bases mêmes de la domination bureaucratique. Il est clair que dans le cas de cette variante historique heureuse la bureaucratie n'apparaît que comme un instrument — un instrument mauvais et coûteux — de l'Etat socialiste. Mais en consommant une partie toujours plus grande du revenu national et

en portant atteinte aux proportions fondamentales de l'économie, — nous répliquera-t-on, — la bureaucratie entrave la croissance économique et culturelle du pays. C'est absolument vrai : un développement ultérieur sans obstacle du bureaucratisme devrait inévitablement mener à un arrêt de la croissance économique et culturelle, à une crise sociale terrible et à un recul de toute la société en arrière. Mais cela signifierait non seulement l'effondrement de la dictature du prolétariat, mais aussi en même temps la fin de la domination bureaucratique. Pour remplacer l'Etat ouvrier viendraient des rapports non pas « social-bureaucratiques », mais capitalistes.

Nous espérons que cette double perspective nous aide définitivement à voir clair dans le débat sur la nature de classe de l'U.R.S.S. : prenons-nous la variante des progrès ultérieurs du régime soviétique ou, au contraire, la variante de son effondrement, dans les deux cas la bureaucratie apparaît non pas comme une classe indépendante, mais comme une excroissance du prolétariat. Une tumeur peut atteindre des dimensions énormes et même étouffer l'organisme vivant, mais la tumeur ne peut jamais se changer en un organisme indépendant.

Ajoutons enfin pour faire une clarté complète : si aujourd'hui en U.R.S.S. apparaissait au pouvoir un parti marxiste, il restaurerait le régime politique, changerait, purifierait et dompterait la bureaucratie par le contrôle des masses, transformerait toute la pratique administrative, introduirait une série de réformes capitales dans la direction de l'économie, mais dans aucun cas il n'aurait à accomplir un bouleversement dans les rapports de propriété, c'est-à-dire une nouvelle révolution sociale.



Une photo officielle

Le premier gouvernement de la République des Soviets
LENINE
TROTSKI
KALININE



Le plan de la C.G.T.

Comment le retourner contre la collaboration de classe

La crise économique profonde provoque, en l'absence d'un parti révolutionnaire capable d'entraîner les masses travailleuses sur des mots d'ordre clairs, l'expression d'une large perspective révolutionnaire, de multiples initiatives: l'organisation de l'économie. — Mais une seule organisation en tant que telle, a, jusqu'à ce jour, défini son attitude sur ce problème: c'est la C.G.T.

Les sommets confédéraux ont, à l'exemple de De Man en Belgique, mis en avant des « solutions » économiques: pour ce faire, la direction de la C.G.T. s'est adjoint un certain nombre de techniciens pour établir un plan dit de rénovation économique.

Après les événements de février, elle a convoqué des « Etats généraux du Travail » pour, paraît-il, créer une vaste agitation autour du « plan ». Cependant les masses confédérées, dans leur ensemble, ne se sont pas mises en mouvement: elles ne pouvaient accepter un pareil procédé d'élaboration, considérer ce plan comme une émanation d'elles-mêmes. Aussi un fort courant de mécontentement s'est manifesté. Puis l'unité d'action, réalisée entre le P.C. et le P.S., les a entraînées vers l'agitation purement politique: un grand espoir les animait, le 12 février ayant démontré les possibilités de l'action commune des organisations ouvrières.

La direction de la C.G.T. subit alors des assauts de mécontentement de la base, elle n'insiste pas et relègue le « plan » à l'arrière-plan.

Depuis le front unique des partis ouvriers s'est contenté de meetings, de manifestations, sans donner un contenu concret de lutte, sans tracer une perspective de combat. Cette carence des partis politiques ne peut pas déterminer un courant dans les masses petites bourgeoises.

Les Jouhaux, Belin et autres, très habiles, sentent que le moment est venu de relancer le « plan », après avoir accompli toutes les manœuvres les plus scélérates pour éviter ce grand danger pour eux: l'unité syndicale « avec les bolcheviks ».

Maintenant une campagne de propagande est engagée autour du « plan ». Elle a commencée sous une allure semi-officielle qui a consisté à présenter le « plan » aux préfets pour que, sous de tels auspices, la presse en fasse état et attirer les masses vers ces solutions.

Mais quel esprit anime ce plan? Que contient-il?

Naturellement la direction de la C.G.T., conformément à ses traditions de collaboration de classes, appuie la réalisation de son plan sur son système de collaboration: les conseils économiques préconisés, à participation patronale et ouvrière, sont l'expression des méthodes habituelles à la C.G.T.

Le plan proclame la nécessité d'une direction économique et, propose, à cette direction, de nationaliser le crédit, de contrôler les banques, d'organiser un secteur nationalisé d'industries-clés, la semaine de 40 heures.

Toutes ces mesures ont comme but: la rénovation économique. Quelle économie? L'exposé d'ensemble nous indique nettement qu'il s'agit de la rénovation de l'économie capitaliste, puisqu'en ce qui concerne les nationalisations on parle des rachats, on ne parle pas de l'expropriation pure et simple des capitalistes, on ne veut donc pas les supprimer. Donc, aucun doute sur les intentions de Jouhaux, Belin, Lenoir et toute la clique confédérale.

On propose (mais on ne lutte pas) des réformes et la situation est caractérisée par l'absence de réformes, l'impossibilité d'un retour à la démocratie bourgeoise (ce « retour » dont le plan parle tant...), par l'offensive progressive du capitalisme contre le niveau de la vie et les libertés des travailleurs et la capitulation progressive de la C.G.T.

Pour nous socialistes, la perspective est autre: fascisme ou socialisme. Le socialisme, seuls, nous travailleurs, pouvons l'instaurer, et la lutte engagée doit avoir cette issue: la prise du pouvoir. Nous aussi nous voulons nationaliser le crédit, les banques, les industries-clés. Nous luttons pour la semaine de 40 heures. Comment? Non pas comme le préconise la C.G.T., par la collaboration avec ceux-là mêmes qui sont les responsables de l'anarchie du désordre actuel, avec ceux qui sont incapables d'assurer notre sécurité de travailleur.

Les partis politiques eux n'ont aucun programme de réalisations économiques. C'est vrai. Dans ces conditions, ils peuvent dire à la C.G.T.: « Nous sommes en complet désaccord sur l'ensemble du plan. Cependant nous voulons lutter pour la réalisation des principaux mots d'ordre; nous vous proposons une action commune sur ces points. »

Dès maintenant, nous revendiquons le droit de contrôler toute l'activité industrielle, commerciale du pays; nous disons à tous les ouvriers: « Ton patron veut diminuer ton salaire et prétend être en difficultés financières. Mais lui, sait ce que tu gagnes, toi tu ne sais rien de ses bénéfices. Tu ne peux donc accepter un sacrifice; immédiatement constitue un comité d'ouvriers pour contrôler toute l'activité de ton usine. Tu as peur de ne pouvoir le faire? Ne te décourage pas, tu trouveras des techniciens pour t'aider, tu prendras conscience de ton rôle, de tes responsabilités. Tu feras ton apprentissage du pouvoir ».

Pariout, ouvriers, imposez votre contrôle. BOITEL

Dans le 17^e

Dans notre arrondissement, le mot d'ordre de milice ouvrière n'est plus une formule d'agitation, mais va devenir une réalité concrète. Notre groupe des J.S. est fier d'avoir été le noyau actif de cette réalisation. En effet, après un travail de conviction auprès de notre section adulte, nous arrivons à nous mettre d'accord. Les camarades du Front Social nous firent part de leur volonté de nous aider et de prendre part à notre travail en ce sens. Enfin, les camarades du syndicat unitaire des cheminots pressentis par nous acceptèrent. Mais le plus important réside dans l'acceptation des rayons communistes jeunes et adultes. On sait, en effet, la position pour le moins baroque du P.C. sur cette question.

Le XVII^e donne l'exemple, il fera tache d'huile et les bureaucrates ne pourront plus s'obstiner dans leur position dangereuse.

Lettre de Belgique

L'évolution du P.O.B.

Sans vouloir refaire de l'histoire, rappelons que la Belgique est l'un de ces pays où a fleuri le plus le réformisme, cette mauvaise greffe du marxisme. Sans crainte de se tromper, l'on peut dire que le Parti Ouvrier Belge (P.O.B.) délie, à l'heure présente autant que jamais, 90 % de l'influence véritable sur la classe ouvrière. Jusqu'à ces tous derniers temps, cette influence écrasante a paralysé cette dernière, l'a empêchée de pouvoir réagir contre les attaques incessantes de la réaction, ramenant les conditions de travail et d'existence des masses laborieuses, à un niveau invraisemblable.

Disposant d'une armature bureaucratique disciplinée et cohérente dans toutes ses parties, le P.O.B. règne sur les syndicats, les coopératives, les mutuelles et y impose sa politique réformiste dont on sait qu'elle est la pire lésion provoquant la paralysie agitante dans les muscles ouvriers. La forteresse réformiste est-elle donc invulnérable? Ne pouvait-on espérer parvenir à introduire des germes actifs de la lutte de classes. Ces questions retinrent de tout temps l'attention des révolutionnaires, qui sentaient bien qu'il fallait à tout prix parvenir à y répondre positivement, s'ils voulaient briser les chaînes qui retiennent le mouvement ouvrier quasi-immobile, sur la route vers le socialisme. Des efforts patients avaient été fournis, à une autre époque, efforts que le stalinisme triomphant dans la III^e Internationale, vint anéantir...

Le réformisme restait debout, tenant en sa main les rênes du mouvement ouvrier, en face d'un parti stalinien squelettique et lamentablement inopérant. Le réformisme pouvait se dire, et il le croyait: « Je suis plus jeune que jamais! » Et le problème des problèmes paraissait rester sans réponse, problème qui consiste à trouver à tout prix le moyen de donner aux ouvriers une langue déliée et une volonté audacieuse pour s'opposer utilement aux effets néfastes de la politique réformiste.

Mais l'histoire, en cheminant, ne dédaigne pas de jouer parfois un bon tour aux courants politiques! Cette dégénérescence elle-même de la III^e Internationale, dont jubilaient les réformistes, et que nos efforts tenaces n'ont pu éviter ni atténuer, cette dégénérescence elle-même détournait du stalinisme, des couches grandissantes de travailleurs, principalement de jeunes, qui, faute de mieux, restèrent dans les cadres du vieux parti, dans le giron de la vieille maman social-démocrate. Avec joie, nous enregistrions la montée croissante des J.G.S., par exemple, qui, de quelques

L'U.S.A.F. à Paris

Le 11 novembre, les ouvriers parisiens ont pu voir défiler dans un ordre parfait et avec une discipline militaire un groupe de camarades portant l'uniforme gris de l'Union socialiste antifasciste de Belgique. L'impression que fit cette délégation sur les quelques 150.000 prolétaires rassemblés entre la Bastille et la Nation fut très bonne. Mais l'U.S.A.F. ne se contente pas de l'aspect extérieur qu'elle a su donner, elle lutte en Belgique avec un grand vigueur contre la racaille fasciste. Là-bas, en effet, le fascisme n'a pas pu encore conquérir le droit de cité, depuis une année son développement a été en régression. Nos camarades ont su faire passer dans la réalité vivante le principe qu'il faut étouffer dans l'œuf toute velléité de formation fasciste. Prenons exemple sur eux, organisons-nous systématiquement et militairement pour la défense de la classe ouvrière.

Le jour même de leur arrivée, nos camarades rendirent visite aux organisations prolétariennes. Au centre du P.C. une discussion s'engagea sur la question de la lutte antifasciste. Les bureaucrates présents eurent assez de mal à expliquer leur position; le dirigeant de l'U.S.A.F. pour toute réponse, se borna à montrer ce qui avait été fait par son organisation en Belgique et termina en montrant que les arguments qui venaient d'être prodigués étaient exactement les mêmes que ceux des réformistes belges.

Il faut croire que la ficelle sait à quoi s'en tenir sur le compte de l'U.S.A.F., car nos camarades furent l'objet de plusieurs provocations. Au cours même de la manifestation du 11, ils furent brutalisés, le lendemain, une descente de flics, revolver au poing, avait lieu dans le local qu'ils occupaient et sept camarades furent arrêtés pour être relâchés trois heures après; en fin de l'après-midi du 12, deux membres de l'U.S.A.F. étaient arrêtés sur les grands boulevards. La police de Bruxelles et celle de Paris doivent être en étroite liaison.

Le plus sur moyen de réaliser quelque «PLAN» que ce soit, c'est le rassemblement et l'action prolétarienne la plus large. Pourquoi, si elle veut lutter, la direction confédérale semble-t-elle craindre l'Unité Syndicale?

Au Comité Central d'Action Anifasciste

Une conférence d'information du C. C. d'unité d'action avait lieu dimanche dernier au Petit Journal. 1.500 à 2.000 militants. Assemblée hétéroclite s'il en est, dominée par la conception de front populaire que le P.C. veut imposer au front unique. Et les représentants de la « Jeune république » ou du parti radical Camille Pelletan ne juraient pas par leur présence dans cette assemblée prolétarienne. Cela non pas du fait de justes conceptions révolutionnaires dans la lutte antifasciste, mais du fait que certains représentants du P.C., sans d'ailleurs soulever de protestations des représentants du P.S., se placèrent sur le même terrain que ceux qui se réclament de Waldeck-Rousseau. En effet, les militants qui étaient dans la salle ont pu par la bouche d'Arrachard entendre un discours joliment radical sur la véritable nation française, celle de 89, etc., et des appels directs aux néos et aux radicaux. Des « rapports » présentés par les militants responsables, à part une mise en garde contre l'action réelle dans la lutte antifasciste, il ne ressortait aucun mot d'ordre, aucune perspective de lutte si ce n'est des phrases ronflantes.

Deux faits importants cependant. D'une part l'intervention du représentant de l'entente des J.S. de la Seine qui, seul, posa le problème dans toute sa réalité, en appelant à la constitution de la milice ouvrière, et en faisant la critique du front populaire des staliniens, notre camarade appuya également sur la nécessité de « démocratiser » le front unique en appelant les grandes masses ouvrières à prendre part dans son orientation au travers de comités ouvriers. D'autre part, un représentant de la C.G.T. prit la parole. Le fait de sa présence est-il inévitable d'un tournant de son organisation? Toujours est-il qu'il fut fort embarrassé pour expliquer sa position et laissa même entrevoir une possibilité d'adhésion au comité sous certaines garanties.

Un ordre du jour présenté en fin de séance, fut voté à l'unanimité, moins une voix (le représentant des J.S.).

Il sera parlé par ailleurs dans ce même numéro, de la politique actuelle des grandes organisations: ne lons les lourds dangers de capitulation qu'elle comporte. Tous les militants conscients doivent dans leur organisation, protester contre cette politique qui fait oublier à la classe ouvrière ses objectifs de classe propre pour adopter les aspirations confuses de la petite bourgeoisie.

Isère

Pourquoi l'appareil dirigeant de la G.G.T. prend la température des Syndicats

Le vendredi 16 à 18 heures une quinzaine de secrétaires départementaux et militants se réunissaient à la Bourse du Travail convoqués par le camarade Satre, secrétaire de l'U. D. des Syndicats confédérés. Il s'agissait de faire connaître la position de l'Isère sur l'unité syndicale et le plan de la C.G.T. au secrétaire confédéral Bothereau, venu spécialement pour cela.

Satre expose d'abord que l'unité syndicale est réalisée dans l'Isère depuis quelques mois. Depuis, le recrutement s'est intensifié en faveur des deux centrales. Il dit ensuite l'espoir de tous: le congrès de fusion.

Bothereau soutient l'argumentation de la bureaucratie cégétiste et en particulier les objections opposées aux propositions de la C.G.T.U., il s'élève contre les syndicats uniques « obstacles à l'unité totale ».

L'essentiel des réponses faites par les responsables et militants locaux est extrêmement significatif de l'indignation croissante de la base devant les « manœuvres » ininterrompues de l'appareil contre l'unité.

Le camarade secrétaire du syndicat unique départemental des instituteurs prouve la loyauté de tous les camarades unitaires et confédérés maintenant groupés, il établit que la représentation des minorités est souhaitable. Elle donne des résultats excellents dans l'Isère. Il fait part à Bothereau de bruits persistants ici, d'après lesquels certains « fromages » seraient au fond une des causes déterminantes de l'opposition systématique des dirigeants de la C.G.T. pour la réalisation de l'unité. D'autres camarades affirment qu'on ne peut exclure l'hypothèse de manœuvres gouvernementales pour guider la direction dans la voie antiunitaire, ils s'indignent de certains articles du « Peuple » nettement venimeux envers nos camarades unitaires.

Il est dit enfin à Bothereau que la conviction générale est que, à la tête de la C. G. T. on soule, on exploite systématiquement tous les obstacles de procédure de pure forme pour retarder au maximum la réalisation de l'unité et que cela signifie, au fond, que les responsables (après avoir « manœuvré » la démocratie du dernier Conseil National) étaient décidés à lutter jusqu'au bout contre le désir de la base. La responsabilité criminelle de cette attitude est ensuite mise en évidence. Sans aborder les fautes que peut commettre la direction de la C.G.T.U., on fait connaître à Bothereau que de nombreux militants pensent, en ce qui concerne particulièrement la C.G.T., qu'on pourra arriver à « congrès de fusion » seulement après avoir renversé Jouhaux et sa clique.

La discussion sur le plan et surtout la possibilité de sa réalisation n'aurait pas été davantage en faveur de la direction opportuniste de la C.G.T.; c'est sans doute pourquoi Bothereau l'a esquivé « en raison de l'heure tardive ».

Au bureau de placement de la rue de Jussienne

Au bureau paritaire de la rue de la Jussienne, chaque jour, des centaines de camarades se pressent à l'affût d'une place. Il faudra revenir sur les brimades de la direction dans un prochain article. Disons simplement que grâce aux efforts des camarades du P.C. un comité de chômeurs assez important a été constitué. Jeudi dernier avait lieu une assemblée générale de comité, à l'ordre du jour la lutte antifasciste.

Plusieurs camarades du P.C. intervinrent mais ne donnerent aucun mot d'ordre. On plut en fait de mot d'ordre, on parla de « la jeunesse d'un grand parti où sévissent des provocateurs trotskystes qui parlent de création de milice ouvrière ». Un camarade des J.S. demanda la parole et expliqua que, pour n'être pas trotskiste, il approuvait cependant entièrement le mot d'ordre de milice. Nombre de camarades présents applaudirent, ce qui eut pour don de mettre hors d'eux quelques stalinien et ils traitèrent notre camarade de provocateur. Après la réunion, il lui fut nettement indiqué qu'il ne lui serait dorénavant donné la parole qu'à certaines conditions. Est-ce là de la démocratie ouvrière?

Nous ne pouvons que féliciter les camarades communistes de leur travail d'organisation des chômeurs, mais s'ils continuent à employer de telles méthodes, nous aurons probablement à déplorer la ruine de notre comité de chômeurs.

Nous avons des divergences, discutons-les fraternellement devant les ouvriers. Les camarades du P.S. et des J.S., chômeurs de l'hôtellerie, doivent accomplir leur devoir de classe en adhérant au comité de chômeurs.

Dans le 19^e

Fiancette et les chômeurs

A des chômeurs se présentant à la mairie du 19^e pour se faire inscrire au fond de chômage, Fiancette fit répondre: « Il y a du travail chez Renault ». Les secours de chômage leur furent refusés. Chez Renault si ces camarades sont embauchés, ils le sont comme manœuvres à des taux variant de 3,75 à 4,25 de l'heure.

Fiancette, cet agent direct de la bourgeoisie, et protecteur des bandes fascistes, doit être chassé de notre arrondissement prolétaire.

(Voir suite page 6)

L'Alliance antifasciste des travailleurs demande l'organisation du front unique pour le combat

Les membres de l'Alliance antifasciste des travailleurs de Royan et des environs réunis en assemblée plénière le 3 novembre 1934, après discussion constatent :

Que depuis l'arrivée au pouvoir du Cabinet Doumergue et sous le couvert de la trêve des partis, les organisations fascistes n'ont cessé de se développer, de s'armer et de s'entraîner au maniement des armes, provoquant et à l'occasion assassinant les travailleurs antifascistes.

Les membres de l'Alliance concluent sur ce point que les dangers menaçant les travailleurs se précisent et s'aggravent.

Ils se félicitent qu'un accord soit intervenu entre les directions des partis socialiste et communiste, cet accord pouvant grandement faciliter l'action des travailleurs devant le fascisme.

Tenant compte de ce fait que les deux grands partis prolétariens portent l'énorme responsabilité historique de l'issue, en bien ou en mal, de la crise politique et sociale actuelle ils estiment que leur action commune est nettement insuffisante par son contenu.

Placée exclusivement sur le terrain électoral et parlementaire (vote de la représentation proportionnelle et dissolution de la Chambre) et sur celui de l'agitation (organisation de meetings communs) elle délaisse complètement la question de l'organisation antifasciste, question absolument primordiale en ce moment.

Les membres de l'Alliance antifasciste de Royan sont fermement convaincus par l'examen des événements actuels que la question du pouvoir politique est d'ores et déjà à l'ordre du jour dans le pays :

Qu'les organisations fascistes prendront le pouvoir directement ou par personnes interposées établissant la dictature violente et insupportable du capitalisme, détruisant les libertés conquises dans le passé et les droits acquis par des luttes incessantes ;

Qu'les travailleurs prendront le pouvoir pour défendre ces libertés et ces droits, les élargir et faire régner la démocratie en prenant vis à vis des capitalistes les mesures qui s'imposent.

Volonté de ne pas subir la dictature du capitalisme.

Volonté d'imposer leur aux féodaux modernes.

Les membres de l'Alliance demandent aux organisations centrales des partis socialiste et communiste, de la Ligue des Droits de l'Homme, des anciens combattants républicains, du parti radical Camille Pelletan, des deux C. G. T. et en général à toutes les organisations se réclamant de l'antifascisme de prendre l'initiative de la formation d'un Comité Central d'action antifasciste où pourraient participer toutes les organisations politiques, syndicales ou philosophiques professant l'antifascisme et hostiles à tout gouvernement pratiquant la politique des décrets-lois ou similaires, le comité central aurait pour mission :

1. d'organiser une campagne nationale pour former partout des Comités antifascistes (il s'en est formé 3.000 spontanément après le 6 février, que sont-ils devenus ?)

2. De préparer la convocation et la réunion des Etats généraux antifascistes composés des délégués de tous les Comités formés, ces délégués étant les véritables députés de la démocratie populaire qui devront opposer leur pouvoir et leur volonté à ceux du fascisme et du gouvernement de l'émeute.

3. D'étudier minutieusement et de réaliser rapidement l'organisation sur laquelle devront s'appuyer les Etats généraux antifascistes pour imposer leur volonté populaire, organisation qui devra les défendre ainsi que les délégués, les comités, parallèlement aux Bourses du travail, aux Maisons du peuple, aux locaux et journaux antifascistes et ceci en concordance des moyens employés par les fascistes.

Les membres de l'Alliance décident d'envoyer le présent ordre du jour pour insertion à la presse locale et régionale, à toutes les centrales des organisations adhérentes à l'Alliance et de faire en général la plus grande publicité autour.

Var

Comment empêcher les organisations fascistes de spéculer sur le chômage

Je reviens encore une fois sur la question du chômage pour compléter ma série d'articles à ce sujet. Cependant il ne s'agit plus de faire comme le « Popu » et « L'Huma » des « balades » au pays des chômeurs et de gémir sur les misères du régime capitaliste. Il s'agit de grouper les chômeurs autour de nos organisations et de les entraîner, par la suite, à l'action de classe. Il ne faut pas que ce soient les organisations fascistes qui recrutent leurs hordes anti-prolétariennes parmi les chômeurs poussés au désespoir. Il ne faut pas que nous laissons aux fascistes la possibilité de dresser les sans-travail contre ceux qui travaillent encore. Il ne faut pas permettre que le capitalisme recrute ses chiens de garde parmi les chômeurs. Au contraire, c'est nous qui devons recruter de nouveaux éléments révolutionnaires parmi les sans travail. Il faut aux chômeurs des conseils juridiques, et une aide immédiate, une aide financière provenant de fonds recueillis à cet effet en organisant des fêtes par exemple. Car le chômeur reste un certain temps sans aucune ressource avant que la machine administrative ne lui reconnaisse le droit à une indemnité de chômage. ROSCIUS.

LA VIE DU PARTI

A propos de la controverse du Comité de Coordination

Programme d'action et Revendications immédiates

Léon Blum caractérise comme « bolcheviste » le fait que les staliniens proposent un programme de revendications partielles destiné à provoquer le plus large rassemblement, au s in duquel agirait un parti centralisé, et solidement constitué.

Laissons à Léon Blum, cette conception tout à fait sommaire et fautive du bolchevisme qu'il partage d'ailleurs avec le camarade Zyromski.

En général tout se passe selon eux comme l'évolution historique s'était arrêtée en 1917, et ils ferment systématiquement les yeux devant ce facteur capital qui a déterminé la régression du mouvement révolutionnaire mondial : la dégénérescence du « bolchevisme » officiel, sous l'influence de la fraction stalinienne appuyée sur le puissant bureaucratie ; son éloignement progressif et accéléré, du bolchevisme de Lénine et de Trotsky.

Quoi qu'en pense Blum, rien n'est plus contraire à l'esprit du véritable bolchevisme, que la poussière de revendications partielles, et négatives, que les staliniens présentent comme programme du « front populaire ». Une liste de revendications de détail n'est pas un programme d'action. Or il faut un programme d'action.

Croire comme les staliniens que pour faire le rassemblement de tous les exploités, on doit uniquement les appeler à se compter sur des revendications partielles, c'est formuler une analyse fautive et réactionnaire de la situation. L'ouvrier, le paysan, le petit bourgeois, même parmi les plus incultes, qui entrent actuellement dans l'arène de la lutte, sentent bien qu'il ne s'agit pas de quelques sous par jour à arracher au grand capital. Ils posent confusément la question du pouvoir économique et politique. Ils veulent changer un ordre social qui les a précipités dans la misère. Sans doute faut-il faire choix de revendications partielles, peu nombreuses mais appropriées à chaque catégorie. Mais cela ne suffit plus. Il faut tracer toute la perspective de la lutte et inscrire au programme, les nationalisations du crédit et des transports, et des industries clés, comme objectifs principaux. A ces propositions les staliniens ont trouvé une réponse bien originale. Ils déclarent qu'ils sont contre l'insertion des nationalisations dans le programme, non seulement pour ne pas effrayer les classes moyennes, mais parce qu'ils pensent, eux les révolutionnaires, qu'on ne peut pas les réaliser en régime capitaliste (Huma du 26 Novembre). C'est ainsi avouer implicitement, qu'ils se proposent avec leur « front populaire » de lutter pour des revendications partielles, dans le cadre du régime capitaliste.

Nous n'en demandons pas tant, pour caractériser depuis déjà longtemps le tournant stalinien comme une tentative de limiter la lutte contre le fascisme au terrain de la démocratie bourgeoise française, tentative dictée pour une bonne part par les intérêts de la puissante bureaucratie soviétique et de son alliance avec l'impérialisme français.

Pour des gens qui se réclament encore et à grands cris du marxisme et du bolchevisme, déclarer possible, en période de crise capitaliste suraiguë, d'arracher des réformes partielles à un régime pourrissant, tout en restant dans les limites de ce régime, est le comble de l'imposture politique.

Dans ces conditions, ajouter comme commentaires à un programme où on s'est refusé à les inscrire des affirmations radicales sur les socialisations, et la prise révolutionnaire du pouvoir, signifie que comme d'habitude de la centriste stalinien n'est pas à quelques phrases près.

Mais il ne faut pas non plus tolérer de la part des chefs de la C.G.T., ou du parti que la lutte pour les socialisations em-

prunte un caractère passif, et procède de l'illusion, que ces réformes sont possibles sur le terrain de la légalité bourgeoise. Elles devront, dans l'état actuel, être arrachées les armes à la main.

Il faut aussi donner toute son importance au mot d'ordre du contrôle, auquel les staliniens se refusent, sous prétexte qu'il y aurait du trotskisme la-dessous, et que des camarades socialistes comme Modiano de la B. S. opposent au mot d'ordre des socialisations. Le mot d'ordre du contrôle ouvrier de la production ne s'oppose nullement à celui des socialisations. Pas plus que le moyen ne s'oppose au but.

Il doit être inséré dans tout le processus de la lutte, à partir des revendications partielles et pour les socialisations.

Partout où les exploités sont réunis, qu'ils constituent des comités de contrôle pour exiger des comptes de leurs exploités qui les trompent et qui les pillent. Le comité de contrôle dirige l'action et éduque les ouvriers dans la lutte.

Avoir un clair programme d'action, avec des revendications, des mots d'ordre appropriés à la situation politique et économique actuelle, est d'un intérêt capital pour l'orientation juste du front unique et la conquête des classes moyennes.

Celles-ci ne se contentent pas d'une liste de promesses d'améliorations partielles. Elles ne prennent en considération que les propositions sérieuses qui indiqueront le caractère de leur mal, donneront la solution pour l'extirper, les moyens pour y parvenir.

Dans la Fédération du Nord

La Section de Boudes dénonce l'attitude du député-maire de Tourcoing

Rien de plus criminel, dans la période actuelle, que cette passivité dans l'action préconisée par certains chefs socialistes (trouvant en cela un appui dans le tournant actuel de staliniens).

Les ouvriers ne doivent pas bouger, paraît-il, pour ne pas provoquer l'ennemi.

Pendant ce temps l'ennemi mine les citadelles ouvrières à faveur de la passivité des bureaucraties...

C'est le cas pour la ville de Tourcoing où l'on laisse de plus en plus le pavé aux croix de feu, aux camelots du roi, et aux J.P.

A très juste titre les camarades de la section socialiste de Boudes jettent le cri d'alarme et incriminent l'apathie de la direction de la section et en particulier du député-maire Inghels.

« Depuis la guerre, disent-ils, Inghels n'a pas fait à Tourcoing une seule réunion publique et contradictoire. En tant qu'élu, il n'y a pas donné un seul compte rendu de mandat, pas plus comme conseiller général que comme maire ni député. »

Les camarades de Boudes énumèrent la longue liste des carences du député-maire Inghels. Ce dernier brille par son absence dans toutes les manifestations du parti. Le plus grave est qu'il ne se contente pas de rester chez lui.

« L'autre hiver, la section d'Halluin, dont on connaît toutes les difficultés, avait « invité les sections voisines à fêter avec elle le dixième anniversaire de sa re-constitution. »

« Une conférence était prévue. A l'heure des discours, notre camarade Sebrel dut « nous avouer qu'ayant sollicité Inghels « pour présider la fête et y prendre la parole, ce dernier n'avait même pas daigné « lui répondre. Le lendemain, en un grand « placard, sur trois colonnes, le Journal « de Roubaix offrait à ses lecteurs la photographie d'Inghels, de MM. Jacques Masurel et Tiberghien sablant joyeusement « le champagne en l'honneur d'une société « de tir de guerre. »

« Du socialisme Inghels n'a conservé que l'étiquette ». L'homme à la chaîne, le sans-culotte d'avant-guerre est devenu un bourgeois cossu et méprisant les anciens camarades, méprisant les miséreux qui ont assuré sa fortune et n'ayant plus de sourire que pour les industriels dont il a fait ses compagnons de plaisir... »

« Contre lui, ajoute la section de Boudes, voilà dix ans que nous luttons d'accord avec les militants des communes... »

« Mais pour empêcher qu'on nous entende, il nous a interdit l'accès des réunions de la section des groupes tour-« quennois... Par crainte de nos révéla-« tions, il a détruit le Comité intercantonal, seul lien qui nous unissait encore « aux camarades de la ville, après s'être « emparé indûment de ses archives, de sa « trésorerie, ainsi que notre journal L'Ac-« tion ouvrière, notre propriété à tous. »

Les camarades de la section de Boudes ne cachent pas qu'ils posent publiquement devant tous les socialistes tourquennois, le cas d'Inghels, dans l'espoir de le chasser du parti. Cela est clair. Le parti ne peut être dirigé par de véritables épouvantails pour ouvriers révolutionnaires. Par leur attitude, les citoyens du type Inghels éloignent du parti des milliers d'ouvriers révolutionnaires. Il faut choisir.

Résolution du Conseil Fédéral de la Seine

(Suite de la 1^{re} page.)

2° L'unité du front ouvrier doit être plus large et plus active. Il faut que le rassemblement s'effectue sur des mots d'ordre centraux communs aux grandes organisations prolétariennes et susceptibles de rallier la grande masse des travailleurs, d'entraîner pas à pas à la lutte même les couches les plus hésitantes (paysans et classes moyennes) qui dans ce combat feront leur expérience, abandonneront les illusions et rallieront les solutions socialistes. C'est pourquoi la 19^e section estime que le plan de la C. G. T. contient quatre mots d'ordre.

Nationalisation des industries clés ;
Contrôle de la production ;
Contrôle des banques ;
Semaine de quarante heures.

qui devront servir de base commune à la propagande du front unique, entraîner la C. G. T. dans ce front unique et donner au front populaire, un contenu activement révolutionnaire réalisant le bloc de tous ceux qui, aujourd'hui, sont volés et spoliés par le capitalisme. Le parti socialiste français doit cesser d'être à la remorque du front unique, mais sur ces bases se mettre en tête :

a) Pour hâter les décisions, pour donner au front unique, un contenu d'action, pour que ceux qui ont à agir en commun se concertent et soient plus soudés, il faut :

Des assemblées communes entre sections socialistes et rayons communistes ;

b) Vaincre toutes les résistances à l'unité syndicale ;

3° Le renforcement de l'unité de front facilitera la réalisation de l'unification des deux partis pour l'action révolutionnaire.

LUTTE POUR LE POUVOIR

Un parti socialiste qui se pose sérieusement le problème de la lutte pour le pouvoir, doit savoir y adapter sa tactique et sa préparation. Il faut qu'il sache en temps opportun, briser les résistances d'où qu'elles viennent.

Pour cela, la grève générale est la meilleure arme, aussi bien pour empêcher la révision de la Constitution par un parlement capitalard, qu'imposer sa dissolution.

De l'émeute du 6 février à la riposte ouvrière du 12 février, trop de temps s'est écoulé. Un temps qui pourrait nous manquer dans l'avenir !

Il faut que dans le cas d'une nouvelle tentative réactionnaire la riposte ouvrière puisse être immédiate.

Il faut tout de suite entreprendre la propagande en faveur de la grève générale et s'y préparer !

Dans l'état de tension actuel, la grève générale verra se déchaîner les forces de la bourgeoisie contre les travailleurs. Pour pouvoir se défendre, les masses travailleuses ont besoin d'organiser une milice du peuple suffisamment forte numériquement et matériellement pour écraser les bandes réactionnaires.

Organisation de la grève générale et organisation de la milice du peuple doivent englober les volontaires de toutes les couches de la population laborieuse antifasciste.

D'où nécessité de créer (en accord avec toutes les autres organisations qui acceptent) des comités d'usines et des comités locaux pour la grève générale qui organisent localement les groupes de la milice, préparent la base du pouvoir prolétarien.

Nécessité d'une coordination régionale et nationale de ces comités.

La grève générale doit avoir pour nous, socialistes, des objectifs positifs :

LE GOUVERNEMENT DES OUVRIERS ET DES PAYSANS

dont le programme comprendra essentiellement :

a) Convocation d'une Constituante désignée par tous les habitants à partir de 18 ans ;

b) Désarmement des formations bourgeoises ;

c) Armement des travailleurs ;

d) La réalisation des principales revendications du front unique ci-dessus mentionnées.

Nous devons, nous socialistes, préparer ce vaste combat, organiser pas à pas la classe ouvrière pour qu'elle puisse le mener. Nous devons faire comprendre que même dans l'hypothèse d'un gouvernement issu du suffrage universel, décidé à appliquer les réformes de structure susceptibles de réaliser les revendications des travailleurs, des petits commerçants et de la masse paysanne, ce gouvernement rencontrerait contre lui la bourgeoisie qui n'hésiterait pas à violer sa propre légalité, pour s'opposer par la force aux réalisations de ces mesures.

Réponse à la Bataille Socialiste

(Suite de la page 1)

En ce qui concerne notre proposition concernant la grève générale, Pivert nous assure que "sur le plan syndical qui est incontestablement celui où la préparation de la grève générale a un sens, l'effort spontané ou concerté de nos militants est assuré". Cela signifie-t-il un accord en vue de la création de comités de préparation politique et technique, dans les sections, dans les syndicats ?

Si nous interprétons bien sa pensée, que Pivert nous le dise, nous nous mettrons immédiatement à l'œuvre, et coordonnerons systématiquement nos efforts.

Dans ce cas, n'eût-il pas mieux valu nous répondre : Entièrement d'accord, au travail.

3. — Préparation de l'unité organique par des réunions communes de sections et rayons.

Les camarades de la B. S. en acceptent le principe mais il faut attendre une décision régulière du parti.

Nous cherchons, d'ailleurs, en ce qui nous concerne, vainement, ce que peut avoir d'irrégulier en période d'unité d'action, la réunion commune de la section et du rayon, en vue de discuter de l'unité organique, ces mêmes militants se rencontrant bien dans les meetings. Il s'agit de limiter le meeting aux camarades organisés. Quel obstacle réglementaire s'oppose à des propositions de cette nature de section à rayon, s. l'on veut vraiment activer de toutes ses forces l'unité organique, comme voie de transition vers le regroupement des révolutionnaires ?

En terminant, Pivert nous remercie de notre franchise et affirme que les camarades de la B. S. ne veulent pas être indifférents « à l'égard des graves problèmes posés par les processus révolutionnaires ». Nous demandons aux camarades de la B.S. de bien vouloir manifester l'intérêt que leur inspire ces problèmes par des actes. Nous en avons cité un minimum. Ce « processus révolutionnaire » ne se créera pas en dehors d'eux. Il est conditionné par eux.

Dans les Pyrénées-Orientales. Bravo !... « En Avant »

Nous lisons dans "En avant !" organe mensuel du groupe d'étude et d'action socialiste des Pyrénées Orientales (Fédération S.F.I.O.), un article signé P. B., qui nous paraît témoigner d'une plus grande compréhension de la situation actuelle, que maints discours en « si », des leaders gauches de la Seine :

« A côté de l'agitation politique que l'on « n'intensifiera jamais assez, afin de péné-« trer les grandes couches des masses tra-« vailleuses, il faut forger l'instrument qui « permettra aux travailleurs de prendre le « pouvoir et en même temps de l'exercer. « Constitutions d'ores et déjà nos conseils « ouvriers. Cela aura le grand avantage « d'attirer à nous une multitude d'inorgan-« sés qui n'ont pas confiance dans des par-« tis politiques. »

« Créons des milices ouvrières, sinon à « bref délai nous ne serons plus capables « de descendre dans la rue ni même d'as-« surer la liberté de parole dans nos réu-« nions. »

Réponse au Camarade Just

(Suite de la Première page)

Just nous en « veut-il » vraiment tant que ça, parce que nous avons dit à Léon Blum, sous une forme que nous avons par la suite reconnue non adéquate, qu'il ne fallait pas donner au Populaire un ton de politesse bourgeoise, si on voulait attirer les ouvriers révolutionnaires ?

C'est bien possible, mais Just est, comme chacun sait, un bon garçon. Il a oublié le mal que nous avons fait à son ami Léon Blum, et dont ce dernier, d'ailleurs, ne s'est officiellement pas plaint.

Alors ? La question réelle est ailleurs. La voici :

« Nous ne laisserons pas toucher à l'unité d'action qui a coûté trop de peine au C.A.S.R. », voilà ce qui dit Just. Et il incrimine « des articles dont le libellé et da feneur pouvaient occasionner des frictions au sein de l'unité d'action ». Il se demande en nous considérant avec angoisse « où veulent-ils en venir ? »

Tout serait parfait, et le camarade Just aurait eu la réponse sollicitée par retour du courrier, s'il n'avait oublié ce petit rien : dire quels articles précisément il nous reproche.

Tribune libre

Les travailleurs étrangers

Au lendemain de l'attentat fasciste de Marseille, s'est déclanché dans la presse pourrie une campagne terrible contre les ouvriers émigrés.

Nous, socialistes révolutionnaires de ce pays savons que les assassins ne se recrutent pas dans la classe ouvrière. Il est inutile d'insister en déclarant que nous sommes tous contre les attentats individuels que nous réprouvons. Le but de cette campagne de xénophobie qui est une arme terrible entre les mains du fascisme, est de dissocier les forces unies du prolétariat et d'atteindre, au travers des ouvriers étrangers, les travailleurs de ce pays.

Cette arme est à deux tranchants et a le triste avantage de tromper les masses, qui sont encore ignorantes des « combinaisons fascistes », pour dresser les ouvriers les uns contre les autres. Elle a encore un autre avantage, c'est de détourner l'opinion publique des véritables responsables des derniers assassinats.

Pour nous, notre conviction est faite, et il n'y a aucune prise pour la démagogie fasciste qui est la même partout : Hitler mange du jif, De la Rocque mange du travailleur étranger.

Il est regrettable que, jusqu'à présent, aucun organe officiel du parti, n'est pris une position nette, franche sur cette question, en assumant devant l'opinion publique la défense de nos camarades étrangers. Et nous simples militants de base, n'allons-nous pas réagir et nous faire les complices de nos ennemis communs ? Je suis sûr qu'aucun de nous ne failira à son devoir de solidarité ouvrière, car nous n'oublions pas que les matraques répressives ne font aucune distinction de nationalité et, qu'en face du fascisme de plus en plus arrogant, nous devons nous serrer les coudes pour le but final : la révolution universelle.

L. G.
19^e section.

Assemblée d'Information

Organisée par les Amis de « LA VÉRITÉ »
MERCREDI 12 DÉCEMBRE
20 h. 30

Métro : MAUBERT-MUTUALITÉ

PARTICIPATION aux FRAIS : 1 fr.

Cartes seront en vente :
La Vérité, 8, rue Legouvé (19 h. 30 à 20 h. 30)
Fédération de la Seine, rue Feydeau, h. 30.

Sur la « Résolution d'alarme »

La question n'est pas, actuellement, de savoir ce qu'on fera si la guerre éclate entre nations capitalistes (guerre dans laquelle l'U.R.S.S. serait d'ailleurs presque sûrement impliquée). La question est de faire en sorte qu'en France, la Révolution éclate avant la guerre que le capitalisme nous mène de plus en plus rapidement.

Il me semble donc tout à fait inutile de poser actuellement la question de la défense nationale en régime capitaliste. C'est, en outre, on ne peut plus inopportuniste, car cela risque d'éloigner beaucoup de camarades d'une notion qui, ce point 3c. mis à part, est parfaite.

En effet, beaucoup de camarades socialistes estiment que, si la guerre éclate, et quelles que puissent être actuellement les responsabilités du capitalisme français, on doit se battre contre Hitler ; et que refuser la défense nationale, à un moment où la révolution peut n'être pas encore mûre, c'est en pratique faire le jeu de Hitler et amener en France un régime encore plus mauvais que le régime actuel. D'autre part, beaucoup de camarades communistes jugeront difficile, sinon impossible, de ne pas « marcher » dans une guerre où la France se trouverait engagée aux côtés de l'U.R.S.S.

Certes, ces thèses sont l'une et l'autre plus que contestables, et il faut les combattre ; il faut montrer que la seule façon de lutter contre Hitler et les hitlériens français, comme la seule façon de défendre l'U.R.S.S., c'est de faire triompher la révolution mondiale, et d'abord en France. Mais c'est ce travail utilement la discussion là-dessus ? Oui, si le danger le plus imminent est celui d'une guerre capitaliste. Non, si, comme je le pense, l'instabilité est encore plus grande à l'intérieur qu'à l'extérieur, et si l'on peut espérer vaincre dans la lutte immédiate préconisée par la résolution, avant qu'aucune guerre éclate.

En effet, s'il en est bien ainsi, poser la question de la défense nationale en régime capitaliste, c'est doubler et désorganiser, non seulement l'unité entre partis prolétariens, mais encore l'unité même de chaque parti ; c'est s'affaiblir purement et simplement dans cette lutte immédiate (car ce serait une grave illusion de croire qu'en poussant cette discussion jusqu'à la scission, on obtiendrait un parti plus réduit, mais plus homogène et plus fort). Et l'on s'affaiblirait ainsi pour la lutte, sur une question qui ne se posera plus si l'on est vainqueur dans cette lutte ! — puisqu'enfin personne ne contestera la nécessité de défendre au besoin par la guerre, contre Hitler ou contre Mussolini, l'égouvement français d'ouvriers et de paysans, issu de la grève générale, qui aurait désarmé les formations bourgeoises, armé le prolétariat, nationalisé les grandes industries, les usines et les transports, et réalisé le monopole du commerce extérieur.

Je propose donc, pour le programme d'unification, de remplacer le point c) « négation de la défense nationale en régime capitaliste », par l'adjonction suivante à b) « renversement du capitalisme, pouvoir aux ouvriers et aux paysans — seule manière de lutter efficacement contre le fascisme international et de soutenir efficacement l'U.R.S.S. ».

F. Clary (5^e section)
3-11-34.

Nos lettres

A propos de l'action des P.S. parmi les couches paysannes

Dans le domaine de l'organisation, le parti agraire donne aux organisations paysannes influencées par le parti socialiste ou communiste une grande leçon dont il serait criminel de ne pas tirer les conséquences. En effet, ces gens ont très bien compris (Voix de la Terre du 18 Octobre 1934) « qu'un parti qui s'appuie sur l'organisation communale, animée d'une mystique puissante, un parti qui fait naître son autorité de la masse organisée, et non point d'une organisation centrale et autoritaire, est appelé en ce temps de veuleries et de confusion, à s'imposer solidement et à acquiescer promptement la place qu'il mérite dans la politique de ce pays ».

Sur le plan des revendications, le parti agraire lutte contre la déflation, pour la disparition immédiate du stock de blé, la revalorisation des produits de la terre au coefficient 5 par rapport aux prix d'avant-guerre, le moratoire immédiat pour les dettes paysannes, du travail pour les ouvriers agricoles. Il a bien soin d'indiquer dans sa démagogie qu'il entend mener une politique pro-ouvrière contre les trusts et pour l'accroissement des capacités d'achat des masses citadines. Il se pose en défenseur des paysans moyens, des ouvriers agricoles et des salariés des villes, tous trompés et volés d'après lui, par les puissances financières, les organisations politiques marxistes, « ces grands ennemis du peuple ». Pour faire l'union des revendications, ce parti qui travaille sur la base locale, organise des manifestations à chaque fois que cela est possible, par exemple pour empêcher des ventes chez des paysans saisis, pour faire entendre la voix paysanne devant les Préfectures et sur la place publique. Il a lancé l'idée pour le 28 Novembre d'un rassemblement de paysans à Paris pour protester sur les mots d'ordre qui précèdent. Pour ce faire, il a constitué avec d'autres organisations dont je ne connais pas la liste le « front paysan ». Il est bien clair que la dispute doit régner entre tous les clans de ce front.

Cependant, l'influence du parti agraire comme minorité agissante est certainement bien grande puisque la Confédération Générale des Paysans travailleurs (C.G.P.T.) influencée par le Parti communiste, a dû pour cette manifestation du 28 Novembre, se joindre sous la pression de sa base sans doute à l'action prévue et lance des appels. Le scandale à ce sujet réside dans le fait que le Parti communiste qui s'est trouvé dépassé et obligé, pour ne pas se couper de ses troupes, de marcher avec « ce front paysan », ne le fait pas en toute clarté. On chercherait vain dans la presse du Parti communiste, la proclamation de cette manifestation à bel et bien été organisée par les fascistes authentiques, anti-collectivistes et anti-marxistes et on ne voit nulle part de mise en garde générale des paysans contre ces premiers animateurs qui ne peuvent les conduire qu'aux pires déconvenues. Si on prend par contre l'Phamanité du 17 Novembre et la Voix de la Terre du 15 Novembre, on trouve un appel tout à fait semblable aux Maraichers de la Région Parisienne. (1)

Je ne connais pas la position prise par la Confédération Nationale des Paysans (C.N.P.) influencée par le P.S. dans cette affaire mais là encore, je crains que leur position ne soit pas bien claire. Il est du reste certain que le parti socialiste, aussi bien que le parti communiste, cachent soigneusement l'existence du danger du parti agraire et des résultats qu'il a obtenus. Aux dernières élections cantonales, ce parti a tout de même eu 22 élus, tant au Conseil d'arrondissement qu'au Conseil Général. C'est peu mais tout de même, c'est une indication importante, tout particulièrement dans le département de l'Aube où le candidat agraire a recueilli 7.000 voix. Les élus portent sur les départements suivants : Aisne, Aube, Cher, Côte-d'Or, Finistère, Haute-Loire, Marne, Oise, Puy-de-Dôme, Vosges. Il y eut du reste un front unique général de tous les partis pour étouffer les succès du parti agraire, le gouvernement ayant jugé plus simple d'affecter les élus agraires aux listes de l'U.R.D. et la presse ayant trouvé très commode de se taire.

Contre cette politique de suipisme et de silence, des partis communiste et socialiste, en ce qui concerne l'action pré-fasciste en cours, engagée par le « front paysan », il faut réagir immédiatement. Il y a déjà beaucoup de temps de perdu et si l'on n'y prend garde, le fameux « front paysan » passera un beau jour sous l'influence complète des fascistes et ira rejoindre l'action du « front national ». A ce moment, l'instauration du fascisme en France ne sera peut être pas loin.

Je crois qu'il est de votre devoir d'alerter vivement le parti socialiste sur toutes ces questions et notamment que le P.S. doit intervenir lors de la manifestation du 28 Novembre (tracts, orateurs, etc.). On vous dira sans doute que l'exagération l'importance du parti agraire qui ne représente qu'une infime minorité et n'a pas encore d'influ-

Le coin des Jeunes

La Fédération de la Seine dirige son effort vers les masses de jeunes exploités! - Bientôt paraîtra son journal "REVOLUTION"

Les positions politiques prises par notre Fédération montrent une prise de conscience très grande de nos responsabilités en face de la crise sociale et politique qui se décerne en France. Cela signifie-t-il que nous entendons, pour faire passer dans la réalité vivante ces conceptions politiques, nous cantonner sur un terrain de lutte idéologique et de polémique avec les courants qui ne pensent pas comme nous ? Evidemment non. C'est sur les actes qu'on juge les hommes et les idées, et la meilleure propagande pour nos idées c'est la propagande de l'action. Ainsi nous arriverons à conquérir à ces idées ceux qui dans les organisations ouvrières n'ont pas encore compris ; ainsi nous acquerrons de l'autorité sur la jeunesse ouvrière et le prolétariat tout entier. Ces idées générales soulèvent un certain nombre de problèmes d'organisation (formes d'action, structure intérieure des J.S., etc.) et en premier lieu le problème de la liaison et du travail de masses.

Les social-démocrates se sont souvent moqués des communistes quand ces derniers malgré leur faiblesse numérique et d'organisation parlaient de travail de masses. Et pourtant les communistes avaient raison. En effet, être liés à la masse ne signifie pas forcément avoir de fortes organisations numériquement. Pour ce qui nous concerne notre organisation doit être l'avant-garde de la jeunesse et pour prétendre sérieusement à ce titre elle doit savoir maintenir avec elle une étroite liaison, comprendre et représenter ses aspirations, donner une solution au problème qu'elle se pose.

Or, sur ce terrain il faut constater la carence des J.S. jusqu'à ces derniers temps. En effet, au lieu de prétendre être l'organisation de la jeunesse ouvrière, la J.S. s'est bornée à croire à l'ombre du Parti et à se développer non pas comme organisation en tant que telle, mais comme appendice du Parti. Depuis quelques temps cela a déjà largement changé, mais ce changement est insuffisant et n'est pas en rapport avec les tâches que la J.S. s'assigne.

Le Travail syndical

La première tâche qui se pose devant nous est le travail syndical. Ce travail est en général sous-estimé par les militants J. S. Et pourtant le syndicat est à côté de l'organisation politique, l'organisation la plus précieuse de la classe ouvrière. Comment mener une grève, sans syndicat ? Il est de fait que la jeunesse est en général assez rétive à l'organisation syndicale, mais notre tâche consiste justement à combattre ce sentiment, or, comment le faire, si les J. S., c'est le cas, dans les proportions de 80 %, ne sont pas syndiqués ? D'autre part il est certaines corporations où les jeunes syndiqués sont nombreux, en particulier chez les fonctionnaires, instituteurs, postiers, maîtres d'internat, etc., et avec qui nous avons un grand travail à accomplir. Quant à la question de la lutte contre les bureaucraties syndicales qui exercent leurs ravages dans les deux C. G. T. la meilleure manière de les combattre est de l'intérieur, en cristallisant autour de nous le mécontentement qui va croissant dans la masse des syndiqués. Concrètement, avec les militants du parti, nous avons un rôle véritablement historique à jouer dans la question de l'unité syndicale que les 2 bureaucraties ne veulent pas voir se réaliser. D'autre part, puisque nous dirigeons notre activité vers les entreprises, les syndicats sont pour nous, une première source de liaison avec les entreprises.

Travail d'entreprise

Nous ne pouvons prétendre en quelques semaines, transformer totalement la structure actuelle de la J. S. pour faire d'une organisation sur la base locale, une organisation sur la base de l'entreprise. Immédiatement, la première tâche doit être de trouver des liaisons avec les entreprises. Sa-

ence dans toute la France. Vous pourrez facilement répondre que ce qui compte beaucoup dans des situations comme celle que nous traversons, c'est la courbe de progression et le dynamisme des partis.

Si en ne comprend pas cela et si l'on continue, dans la situation actuelle, à s'emboîmer dans les seules revendications immédiates sans perspectives nettes, on sera vite dépassé par les événements et on verra la paysannerie se battre, avec les fascistes, sur leurs mots d'ordre politiques dont le premier embryon qu'on trouve partout dans la « Voix de la Terre », la « transformation de l'Etat » a déjà un assez gros succès.

LEVEILLE

(1) Bien plus dans un honteux faufouillage la Voix Paysanne organe de la C.G.P.T. répond aux rebuffades de la Voix de la Terre qui déclare n'avoir pas besoin comme alliés d'adeptes du front Commun par un pitoyable plaidoyer : « Comment notre C.G.P.T. qui groupe de vrais paysans en participant à cette manifestation avec sa volonté de servir tous les paysans travailleurs sans se soucier de leurs opinions risque de détourner le sens de cette manifestation, etc... » Nous serions contraints de supposer qu'il (le Parti agraire) a l'intention de donner au 28 novembre un autre sens que celui d'une journée de défense des revendications de la paysannerie laborieuse ! — Le 28 novembre, abandonnant leurs querelles et leurs divisions, les paysans travailleurs se comptent par dizaines de milliers, etc... »

Aucune attaque contre les Dons pasteurs fascistes qui conduisent ce troupeau — un plat suivisme — confus — honteux.

voir ce qui se passe dans telle ou telle usine, pour être prêts, le cas échéant, à sortir un tract ou entamer une action pour aider les ouvriers. Ces liaisons peuvent être nouées au travers des J. S. ou des membres du parti qui travaillent dans la boîte, dans ce cas, il faut avec eux, créer un groupe de travail sur la base de l'entreprise, mais s'il n'y a pas de membres du parti ou des jeunes, la liaison peut être assurée grâce à des syndiqués confédérés ou même simplement par des ouvriers sympathisants. Rechercher de telles liaisons doit être la tâche de toutes les sections de J. S. immédiatement.

Travail sur la base locale dans les comités de chômeurs, etc...

D'ailleurs si le travail dans les entreprises est capital, il est de fait que les ouvriers ne se trouvent pas seulement dans les usines. Les ouvriers sont partout, dans les cafés, les cinémas, les cités et les maisons ouvrières, sont fort nombreux dans la R. P. etc. Les masses se trouvent partout ; aller les trouver où elles sont, est aussi une forme du travail de masses.

Cela est d'autant plus important dans la situation présente où le chômage sévit. Il existe des comités de chômeurs, nous devons les soutenir et y militer, là où ils n'existent pas en constituer. Chaque jour de longues queues se forment à la porte des bureaux de pointage. Est-il difficile d'y distribuer un tract, ou de prononcer rapidement quelques mots pour annoncer un meeting.

En conclusion, le travail de masses est la tâche de l'heure pour les J. S. Les formes concrètes de ce travail sont en grande partie conditionnées par des questions locales, souvent techniques.

C'est pourquoi on ne peut dans un court article, que donner des lignes générales. Mais c'est là une orientation qu'il faut adopter.

Depuis des mois déjà, les J.S. de la Seine caressent l'idée qui leur semblait quasi-impossible matériellement à réaliser : le lancement d'un journal fédéral.

A un des derniers congrès de la Seine, la

décision fut prise et maintenant, après de longs et enthousiastes efforts de l'ensemble de l'organisation, notre journal fédéral va sortir.

Les efforts merveilleux qui ont été déployés pour parvenir à ce résultat doivent être notés ici. Certaines sections donnèrent 2 et 300 francs, mais le record a été battu par la 17^e qui sut non seulement s'imposer de lourds sacrifices, mais aussi intéresser nombre de jeunes ouvriers inorganisés à l'entreprise, grâce à l'initiative qu'elle montra puisqu'elle a déjà remis 700 francs pour la parution du journal.

Il faut que toute la J.S. imite la 17^e et ainsi notre organe pourra partir avec toute chance de succès. Disons encore que les camarades jeunes de notre groupe promettent 500 francs et tiennent parole. En un mot, aujourd'hui, le journal du point de vue matériel est assuré de paraître.

Mais lancer un journal ne demande pas seulement de lourds efforts matériels, si l'on veut que le journal vive, il faut lui assurer une diffusion certaine. C'est pourquoi il faut que la J.S. se mobilise en vue du lancement du journal. Une large propagande s'inscrivant dans notre action générale, doit être faite par voie d'affiches et de papillons, etc...

D'autre part, chaque groupe devra désigner chaque dimanche 2 à 3 équipes de vendeurs, dans chaque meeting antifasciste, dans chaque réunion de la section adulte, dans chaque réunion syndicale, nos militants devront diffuser le journal. De plus, en dehors de cela, chaque militant J.S. devra acheter trois numéros pour les diffuser comme il l'entend. Par ce seul moyen peu coûteux, nous aurons une diffusion certaine de plusieurs milliers de numéros.

Notre journal doit tendre à être l'organe de la jeunesse ouvrière de la région parisienne, c'est là le principal.

Dans notre action le journal sera une arme de première importance ; il permettra de faire connaître et de faire comprendre ce que veut la jeunesse socialiste. Ce sera d'autre part un excellent moyen de liaison entre les différents groupes de J.S.

Suites d'articles des pages précédentes :

Le marxisme a ses avantages...

suite de la première page

La méthode marxiste a de nouveau montré ses avantages. C'est précisément elle qui nous a permis de reconnaître la nouvelle formation étatique quand elle commençait seulement à se former : nous l'avons déterminée non pas par ses fleurs juridiques et rhétoriques, mais par ses racines sociales. Cette méthode nous permet aussi maintenant de mieux comprendre le sens du néo-bonapartisme qui s'est formé chez nous. Son essence n'est nullement dans la révision formelle de la constitution, comme le pense Léon Blum. C'est seulement la tradition juridique de la pensée politique française qui a poussé Doumergue sur le chemin de Versailles. La révision réelle de la constitution est en fait déjà accomplie. Il s'agit non pas de trois ou quatre paragraphes, mais de trois ou quatre dizaines de milliers de révolutions fascistes. Engels a dit naguère que l'état, c'est des détachements de gens armés avec des attributs matériels, tels que des prisons. Pour de vieux nigauds démocrates, dans le genre de Renaudel, cette définition fut presque toujours un blasphème. Maintenant l'Etat se tient devant nous dans toute sa nudité cynique. A l'aide de quelques milliers de revolvers, les fascistes, garde de corps du capital financier, ont égalé et neutralisé les millions d'ouvriers et de paysans désarmés ; c'est ce seul fait matériel qui a créé la possibilité de l'apparition du régime bonapartiste. Pour renverser le gouvernement bonapartiste, il faut écraser avant tout ses détachements auxiliaires armés. Pour cela il faut armer l'avant-garde du prolétariat, en créant la milice ouvrière. Telle est la leçon de l'expérience historique et de l'analyse marxiste.

Sur les mencheviks...

suite de la page 3

Bien que toute sa brochure atteste que Dan ne comprend pas le caractère international de la révolution prolétarienne (c'est en passant qu'il parle de l'« ambiance mondiale » dans laquelle la révolution russe s'est développée), il affirme en conclusion que seule la victoire du prolétariat occidental peut préserver la Révolution russe du danger contre-révolutionnaire et accélérer sa marche au socialisme. C'est une conclusion que nous partageons quoiqu'il est certain que nous ne donnons pas au mot « socialisme » le même contenu que Dan ; c'est une conclusion que nous voulons faire partager aux militants ouvriers en leur montrant que les moyens préconisés par Dan qui eussent été néfastes en Russie en 1917, si les bolcheviks ne s'en étaient pas mêlés, ne peuvent qu'être néfastes ici en France. Les travailleurs russes ont su se libérer du capitalisme parce qu'ils se sont libérés des bavardages de Dan et des mencheviks. Aux travailleurs de France de ne pas se laisser prendre aux mauvaises traductions de mauvaises maitresses.

F.

Note de la Rédaction

La parution d'un seul numéro spécial en novembre, la place réservée dans ce numéro à la question russe, ne nous permet pas de publier un certain nombre d'articles et de communiqués.

Nous devons laisser au marbre la première liste du concours d'abonnement : Un appel du Secrétariat international de la Ligue Communiste Internationaliste sur la situation espagnole, et des informations — Un communiqué des Faucons rouges — Un appel pour nos camarades du S. A. P. poursuivis en Allemagne, etc.

RAPPEL : Toute la copie du prochain numéro doit être envoyée pour le 12 au plus tard. Nos camarades des Fédérations de province sont invités à assurer une rubrique régulière dans la « Vérité ».

Notre Librairie, pourra vous fournir :

Programme d'action, forte brochure. 1 fr.
« Où va la France », forte brochure. 0 50
« La Semaine du 6 au 12 février », forte brochure. 0 50

L. Trotsky : MA VIE (Trois Tomes).
L. Trotsky : HISTOIRE DE LA REVOLUTION Russe (Quatre Tomes).

L. Trotsky : LA REVOLUTION PERMANENTE (1 volume).

Thèses et Résolutions des 4 Premiers Congrès de l'U. C., ainsi que tous les livres de votre choix.

Il vous suffit de nous adresser vos commandes ou de passer à notre permanence. Chaque jour de 18 h. 30 à 20 h. 30, 8, rue Legouvé, 10^e. Métro Lancry.

Sur le P.O.B.

suite de la page 4

fédération de Thiers, aux deux-tiers agricole cependant, se prononça à l'unanimité, pour la position de Buset, bras-droit de De Man, qui repoussait la scission. A la dernière minute, le Borinage aux traditions héroïques donna en bloc pour la gauche.

Le passé est le passé ! La droite réformiste cent pour cent qui régna en maîtresse incontestée, a devant elle, une gauche qui se tient debout par l'effet de la crise du régime et de ses conséquences, et un centre qui est animé, à sa façon, du désir d'échapper au fascisme. Nous posons la question : « Ne sont-ce pas là deux points d'appui des plus sûrs, qui peuvent permettre au levier de la lutte des classes, de mettre le mouvement ouvrier belge en marche ? Nous y répondrons ultérieurement. E. DUMA.

ABONNEMENTS : France . . .
1 an : 20 fr. 6 mois : 10 fr
Etranger . . .
1 an : 30 fr. 6 mois : 15 fr.

Abonnements d'essai trois mois :
5 francs
Parait le vendredi
Compte chèque postal :
P. Frank 1368-55 Paris

Le Gérant : P. FRANK.

Imp. du Commerce et des Postes,
12, rue Notre-Dame-de-Nazareth Paris